

Expulsion des Tamouls :

UN SCANDALE !

«Vous comprenez, pour moi, prendre la fuite, c'est sauter le mur de Berlin avec sept balles dans le dos et une jambe arrachée par les mines! Ça c'est fuir! Tandis que vous, vous êtes venus en train, c'est ce que j'appelle voyager...» (La Liberté, 8 octobre 1984) Ce n'est pas James Bond qui parle; c'est un fonctionnaire fédéral chargé d'entendre les requérants d'asile! Autrement dit: si vous n'êtes pas à moitié mort à votre arrivée en Suisse, inutile de réclamer le droit d'asile. Excès de zèle de la part d'un fonctionnaire trop imprégné de l'esprit Friedrich? Peut-être. Toujours est-il que la récente décision du Conseil fédéral concernant le renvoi des Tamouls à Sri Lanka s'inscrit exactement dans cette mentalité.

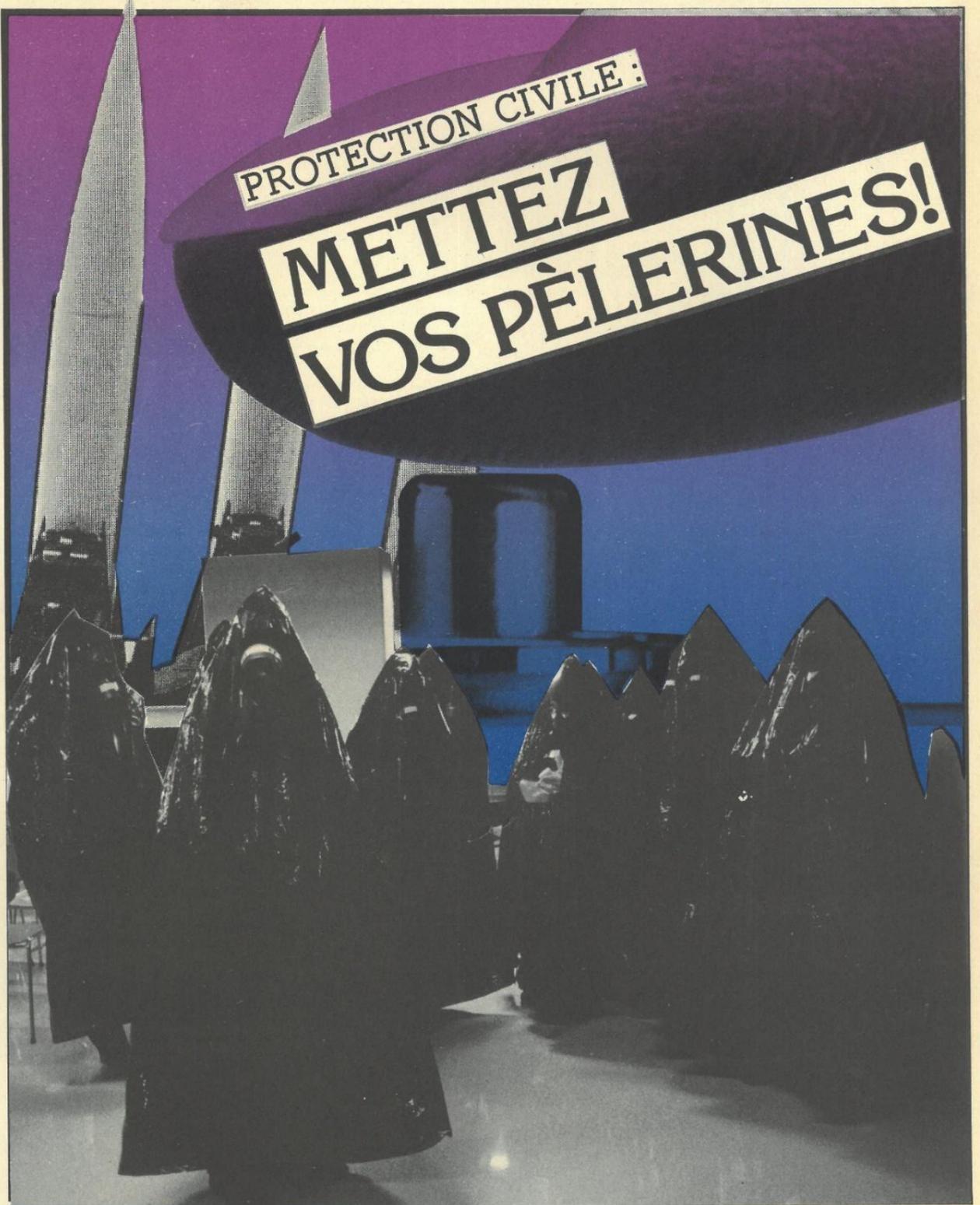
Cette décision – honteuse et scandaleuse – basée sur le seul rapport de l'Office fédéral de la police, qui de l'avis d'Amnesty International "contient de graves lacunes et par conséquent ne constitue pas une référence sérieuse...", révèle crûment ce que nous disons depuis des années: le droit d'asile se réduit de plus en plus à une peau de chagrin. Du reste, la plupart des organisations d'entraide et humanitaires – Caritas-Suisse, Amnesty International, Croix-Rouge suisse, Terre des hommes, Ligue suisse des droits de l'homme – ne se sont pas trompées et qualifient la décision fédérale d'"irresponsable". La situation à Sri Lanka en effet est loin d'être apaisée. Dans un rapport communiqué en août dernier à la sous-commission de l'ONU pour la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités, Pax Christi International écrivait: "Les massacres (des Tamouls, réd.) de l'été 1983 constituent bien des actes délibérés, soigneusement coordonnés, exécutés selon un plan préconçu à l'avance. (...) Une année plus tard, il est d'autant plus surprenant de constater que le gouvernement sri-lankais n'a rien entrepris pour chercher à établir la vérité dans une enquête impartiale." (Le Matin, 4 octobre 1984) Rappelons, en outre, que l'état d'urgence ainsi que la législation antiterroriste restent en vigueur. Celle-ci permet les arrestations jusqu'à dix-huit mois de prison sans qu'aucune décision judiciaire ne soit nécessaire. C'est cette réalité que le rapport de l'Office fédéral de la police ne veut pas voir. Les 1700 réfugiés tamouls sont donc menacés d'expulsion. Personne – ni le gouvernement sri-lankais et encore moins le Conseil fédéral – ne peut affirmer qu'il ne leur arrivera rien de grave une fois rentrés chez eux.

Lorsque le Conseil fédéral frappe les Tamouls, c'est l'ensemble des réfugiés qu'il vise. Friedrich, dans une interview parue dans le quotidien 24 Heures (15 octobre 1984), déclare tout de go qu'actuellement la majorité des requérants d'asile sont de faux réfugiés. En cela, il reprend les thèses de l'Action nationale. La politique d'asile est aujourd'hui menacée en Suisse alors que les capitaux, en provenance notamment de toutes sortes de dictatures, sont accueillis à "coffres" ouverts.

La Brèche

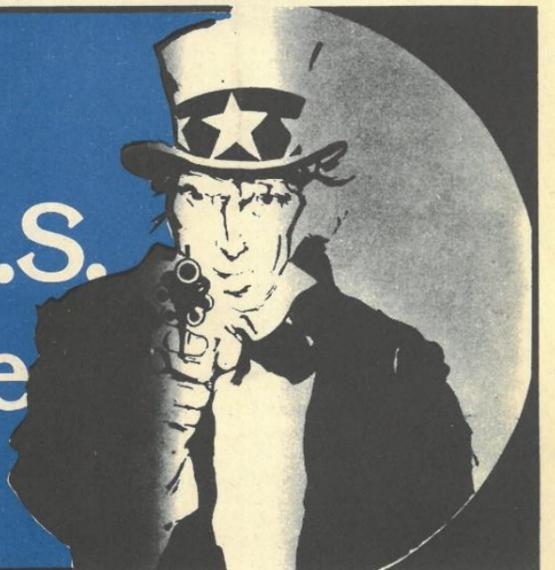
la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale



Amérique centrale :

Halte à
l'intervention U.S.
manifestation le
3 nov. à Berne



*Paix
pour l'Amérique centrale
et les Caraïbes*

*Halte à l'intervention
des Etats-Unis*

MANIFESTATION

**samedi 3 novembre, 14h,
à BERNE, Place Fédérale**

pour protester publiquement contre la politique guerrière des Etats-Unis, manifester notre solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes, soutenir la lutte légitime de ces peuples pour leur autodétermination.

Programme :

- 14h : rassemblement sur la Place Fédérale.
- 14h30 : marche en direction de l'ambassade américaine.
- 16h : grand meeting sur la Place Fédérale avec des représentants du FDR/FMLN et du mouvement de solidarité des Etats-Unis.
- 17h : discussions, films, théâtre, musique au centre de Berne.

*Organisation : Comités de solidarité avec l'Amérique centrale de Suisse.
Soutenue par des partis politiques de gauche (dont le PSO), des organisations de jeunesse, pour la paix et chrétiennes, des comités de solidarité et quelques syndicats.*

TAMOULS EN DANGER

"Le Comité suisse pour la défense du droit d'asile fait appel à toutes les personnes de bonne volonté pour qu'elles s'opposent énergiquement au renvoi des Tamouls vers le Sri Lanka. Il rappelle que tout Tamoul renvoyé est menacé d'être arbitrairement arrêté, torturé et banni.

"Compte tenu de ces faits, la décision du Conseil fédéral du 1er octobre 1984 est contraire à la Convention et aux instruments internationaux sur les réfugiés. Si par opportunisme, les autorités bafoient la légalité et les droits de l'homme, ce qui est le cas pour la décision du renvoi des réfugiés tamouls, le Comité suisse pour la défense du droit d'asile estime que, par cet acte, les autorités perdent toute crédibilité."

Zurich, Lausanne, le 2 octobre 1984
Comité suisse pour la défense du droit d'asile

Terreaux-Jumelles à Lausanne : NON AU GIGANTISME ! NON À LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE !

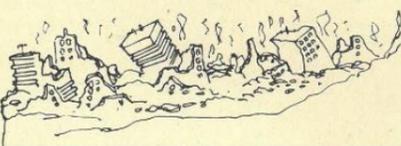
Pour la troisième fois en moins d'une année, la municipalité de Lausanne remet la compresse en matière d'urbanisme : après avoir proposé un aménagement de Saint-François Sud pour les beaux yeux d'une grande banque et un nouveau plan d'extension pour le secteur du Grand-Saint-Jean (deux projets refusés en votation), la municipalité revient avec une troisième proposition, pour les immeubles des Terreaux-Jumelles cette fois.

Les bénéficiaires de cette nouvelle opération devraient être une grande surface — la Migros pour ne pas la nommer — et un important promoteur, Kleinert SA, spécialisé dans la construction d'immeubles d'affaires. La conception du projet est on ne peut plus simple : raser plusieurs immeubles actuellement occupés par des locaux artisanaux et des logements bon marché, construire à la place un grand centre commercial et quelques bureaux, assaisonner le tout d'un peu de logements et d'une pincée de verdure — ceci étant censé permettre de gagner l'approbation de la population lausannoise. Le résultat est édifiant : la construction d'un nouvel immeuble gigantesque en plein centre de Lausanne, et la suppression d'appartements bon marché. Pour s'opposer à ce projet monstrueux, qui a reçu un appui important de tous les partis bourgeois et des associations patronales, un référendum a été lancé par un comité. Celui-ci est appuyé par les habitants des immeubles concernés regroupés dans Vivre la ville et par le PSO, Alternative démocratique, le Parti ouvrier et populaire (POP) et le Groupement pour la protection de l'environnement (GPE).

Quant au Parti socialiste lausannois (PSL), il a préféré ne pas assombrir ses relations avec ses collègues bourgeois à l'exécutif municipal par une défense conséquente des intérêts des locataires. Il soutient donc ce projet spéculatif.

Pour notre part, les 27 et 28 octobre prochains, nous appelons à voter NON au plan d'extension des Terreaux-Jumelles !

correspondant



Symposium pour la paix 27-28 octobre, GENÈVE

à Uni II, 24, rue Général-Dufour
(possibilités de logement)

Programme

Samedi 27 octobre :

- 11h30 : délégation à l'ONU
- 13h : inscription
- 13h30 : assemblée générale d'ouverture avec présentation du programme
- 15-17h : première session d'ateliers
- 17-19h : deuxième session d'ateliers
- 19h30...repas, discussion, fête.

dimanche 28 octobre :

- 09h15- discussions sur les thèmes :
- 11h45 : défense nationale et guerre atomique / le mouvement de paix entre les blocs / le mouvement de paix et le tiers monde. Avec des représentants du mouvement, de partis politiques, de l'Eglise, des organisations internationales
- 13h30 : discussion sur le thème "comment continuer"
- 14h30 : plenum final.

Renseignements complémentaires au :
Secrétariat du Symposium 84, Postfach 246, 3000 Berne 25, tél. : 031 / 41 70 79.

Réunion du bureau de l'Internationale socialiste à Rio de Janeiro

"Sous la présidence de l'ancien Chancelier Willy Brandt, l'Internationale socialiste réunit les 1er et 2 octobre prochains une conférence internationale consacrée aux problèmes de la démocratisation en Amérique latine. Sur invitation du gouverneur Lionel Brizzola, cette conférence se tiendra à Rio de Janeiro.

"Le Comité directeur du PSS a désigné comme son représentant à cette conférence le professeur Jean Ziegler, ancien Conseiller national de Genève.

"Le PSS réaffirme son soutien à toutes les forces démocratiques et socialistes en lutte contre la dictature, par exemple au Chili, en Uruguay, au Paraguay et au Guatemala. Il témoigne de sa solidarité avec les buts poursuivis par le Front démocratique Farabundo Martí au Salvador. Il salue les élections libres et démocratiques au Nicaragua et condamne toutes les formes d'intervention étrangère en Amérique centrale."

Parti socialiste suisse (PSS)

Canton de Vaud :

UN SUCCÈS SIGNIFICATIF !

L'initiative cantonale "pour le droit au recyclage, pour mieux défendre nos emplois", lancée par le PSO et soutenue par des personnalités venant de l'ensemble de la gauche vaudoise, rencontre un écho très important parmi les salarié(e)s du canton.

En trois semaines de récolte, plus de 11 000 signatures (sur les 13 000 nécessaires) ont déjà été recueillies. S'il fallait encore une preuve de l'urgence des propositions faites par cette initiative, en particulier de la mise sur pied de cours de recyclage, elle est fournie par le succès de ces trois semaines de récolte.



À NOS LECTEURS

Vous trouverez — une fois n'est pas coutume — quatre pages de ce numéro consacrées au programme détaillé de la FÊTE DE LA BRÈCHE, qui se tiendra à Genève les 2, 3 et 4 novembre prochains. Spectacles, forums, films et détente pour fêter le quinzième anniversaire de notre journal. Nous vous invitons toutes et tous, lecteurs occasionnels ou abonnés, à réserver ce week-end pour cette fête. *La Brèche*, comme tout journal d'opinion en Suisse, surtout s'il est de gauche, a besoin du soutien de ses lecteurs et de ses lectrices. Il ne vit que par ses abonnés. Le bénéfice intégral de cette fête sera versé à *La Brèche*, pour que nous puissions continuer à diffuser nos idées, à lutter pour le socialisme dans cette citadelle impérialiste qu'est la Suisse. A bientôt donc, à la salle du Faubourg à Genève !

La rédaction



SOUSCRIPTION "INPRECOR" EN ESPAGNOL

Dans le cadre du nouvel essor des luttes en Amérique latine, les révolutionnaires de ces pays intensifient leur effort de propagande dans le mouvement ouvrier. Ils traduisent et publient en espagnol un supplément mensuel à *Inprecor* pour le Cône Sud. Ils en ont déjà publié deux numéros et ont besoin d'un soutien matériel pour en poursuivre la publication.

C'est pourquoi le PSO (section suisse de la IV^e Internationale) ouvre une souscription de 2000 francs pour aider à la publication d'*Inprecor* en espagnol.

Versez vos dons jusqu'à fin octobre au CCP 80 - 44457 SAP/PSO, Zurich, mention "Inprecor espagnol".

Lisez "INPRECOR"
Intercontinental press,
revue bimensuelle
d'information et d'analyse
de la IV^e Internationale.

ERRATUM

Dans l'article sur les caisses de pension, intitulé "L'escroquerie est parfaite", paru dans notre dernier numéro (N° 327, 6 octobre 1984), une erreur de traduction s'est glissée que nous devons corriger. Nous écrivions qu'en cas de changement d'emploi, un travailleur ne pourra plus toucher les parts patronales et les intérêts de sa caisse de pension qu'accorde le Code des obligations. Or celui-ci n'assure que le droit à la reprise des parts versées par le travailleur. La situation ne se modifiera donc pas. Mais en son temps, promesse avait été faite que le "libre passage" permettrait le transfert de toutes les parts et intérêts.

Dans l'article qui suit, "L'affaire du siècle!", un passage sauté rend difficile la compréhension de la phrase suivante : "Une part plus petite d'actions placées en couverture des risques serait même possible".

Nous prions nos lecteurs d'excuser ces erreurs.

La rédaction

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Expulsion des Tamouls : un scandale ! 1

POLITIQUE

Sacrifice patriotique : 3

les accidents à l'armée 3

La protection civile, ou comment 3

banaliser la bombe atomique 3

Elections biennoises : pour la défense 9

de l'emploi et de l'environnement 9

SOCIAL

Formation professionnelle : le Conseil 4

fédéral rejette l'initiative 4

Initiative maternité : assurance maternité 4

= protection contre le licenciement 4

FÊTE

Programme complet de la fête de 5-6-7-8

"La Brèche" à Genève 5-6-7-8

INTERNATIONAL

Aubert en ARGENTINE : 10

une "médecine" bien helvétique 10

Une usine d'eau lourde pour 10

l'AFRIQUE DU SUD 10

NICARAGUA : "défendre les acquis 11

de la révolution", entretien 11

avec Michaël Lowy 11

L'ÉVÈNEMENT

Elections américaines : le "big circus" 12

est de retour 12

abonnez- vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.

6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50

une année, env. ouverte . . . 45.-

une année, env. fermée . . . 55.-

une année, étranger (Europe) . 80.-

abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique
vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,

case postale 13, 2500 Bière 4 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91

case postale 82, 1020 Renens VD 1

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon

« Apprendre à aller au-delà d'une certaine dose d'efforts, se dépasser, se sublimer est un exercice hautement salutaire, pour lequel notre vie offre trop peu d'occasions. Nous allons travailler dans ce sens », déclarait le colonel commandant de corps Mabillard (24 Heures, 30 décembre 1982).

C'est par cette maxime aux élans poétiques que le commandant de corps Mabillard, chef de l'instruction de l'armée suisse, résume sa "philosophie" en matière de formation des recrues et soldats.

Traduite dans la réalité, cette vision a des conséquences beaucoup moins poétiques. Ce qui s'est passé à l'école de recrues de Bière, durant la journée des parents du 22 septembre dernier, nous le rappelle crûment.

Ce jour-là, trois hommes se sont fait arracher les deux mains, alors qu'ils tentaient de dégager du canon de leur obusier M-109 un coup qui n'était pas parti. A l'origine du drame, semble-t-il, une erreur dans le chargement. L'obus et la charge explosive avaient été inversés dans le canon. Le coup ne pouvait évidemment pas partir et, lorsque les trois soldats tentèrent de sortir ce raté en le poussant hors du canon, ils ne firent que comprimer la charge explosive entre l'obus et le repoussoir : l'explosion était dès lors inévitable.

Sacrifice patriotique

Mais comment un tel enchaînement d'erreurs a-t-il pu se produire ? Les officiers auront vite fait d'invoquer une fois de plus la "fatalité" ou "l'erreur humaine". Face à six mains arrachées, c'est un peu court !

Est-ce un hasard si un tel accident s'est produit justement durant la journée des parents ? Ne faut-il pas chercher dans l'ambiance de ces journées une des causes principales du drame ? Toute recrue qui y a participé sait que ces journées sont l'occasion, pour les officiers, de mettre sur pied des démonstrations à grand spectacle où "l'efficacité" de l'armée, la capacité des soldats à "se dépasser" doivent être mises en évidence par la réalisation très rapide d'exercices difficiles. Stress et précipitation sont les conditions dans lesquelles doivent agir les soldats durant ces démonstrations.

Stress et précipitation sont aussi — on devrait le savoir — les pré-conditions les plus favorables pour les oublis, les erreurs... Pour épater les parents-spectateurs, les officiers n'organisent-ils pas finalement des démonstrations où "le spectacle" prime, même sur la sécurité ?

La question est d'autant plus légitime que cet "accident" n'est pas le premier qui se produit lors d'une journée des parents. Il y a deux ans, dans une autre école de recrues, c'est un obus tiré par un lance-mines qui, en rebondissant, avait tué une personne assistant à cette journée.

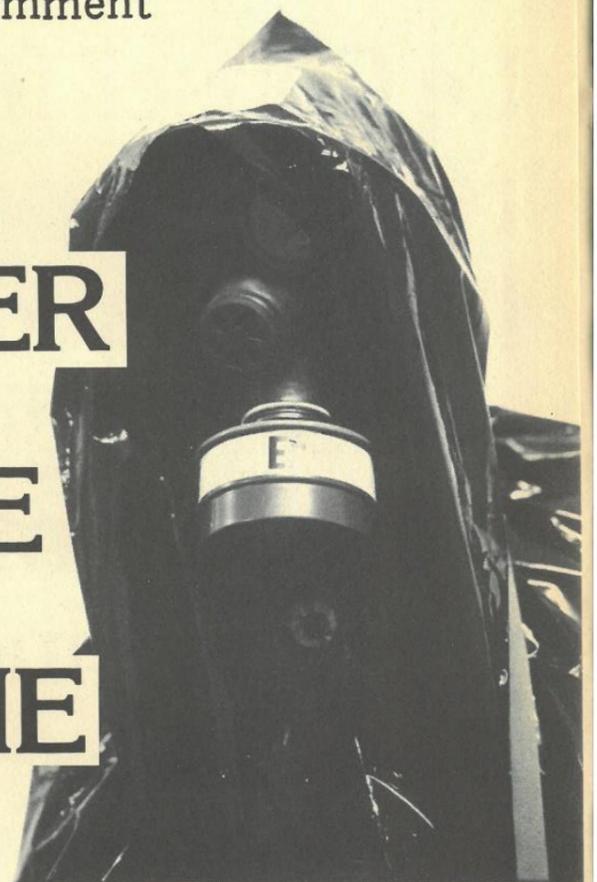
On connaît par ailleurs la recrudescence générale des accidents qui frappe l'armée depuis 1980. En 1981, ce sont 26 accidents mortels qui ont eu lieu. Depuis lors, ils sont restés très nombreux. Les circonstances de ces accidents éclairent leur origine : ainsi cette recrue de Liestal décédée en août 1983 après une marche de 20 kilomètres ; ou cette recrue de Savatan qui fit au printemps 1983 une chute mortelle en voulant échapper à un exercice particulièrement pénible (17 autres recrues seront conduites à l'infirmerie à la fin de cet exercice !).

A n'en pas douter, la conception de l'instruction dans l'armée suisse défendue par le commandant de corps Mabillard porte ses fruits, des fruits pour le moins amers. Sous prétexte de leur apprendre à "se dépasser", à "se sublimer", les officiers font faire aux soldats des exercices où leur santé et leur sécurité passent au second plan. Tous les excès sont justifiés par la nécessité d'apprendre à "se dépasser" pour défendre la patrie. L'Etat-major, lui, dépasse les bornes...

Jean Fleury

La Protection civile, ou comment

BANALISER LA BOMBE ATOMIQUE



Inte

Le saviez-vous ? La Suisse ne compte plus seulement ses objecteurs de conscience, mais encore ses objecteurs de la Protection civile. Ils ont constitué un collectif, *Zivilschutz-Nichtnutz* (Protection civile — c'est inutile), qui s'est présenté à la presse le 28 août dernier. "La protection civile fait croire qu'un conflit nucléaire peut être mené, qu'on y survivra, et le rend donc plus vraisemblable", critiquent ces nouveaux objecteurs.

"La protection civile répand l'idée qu'en investissant beaucoup d'argent et d'efforts dans la construction de bunkers souterrains en béton, il deviendra possible d'assurer la survie de la population en cas de guerre nucléaire. Mais cet effort — et on sait qu'il est considérable — polarise nos énergies dans la fausse direction. Au lieu que la menace d'une guerre nucléaire pousse les hommes à lutter pour une politique de paix, on les berce d'illusions. Nous sommes d'avis que les mesures de protection civile ne diminuent pas le risque d'une guerre nucléaire mais peuvent, au contraire, l'accroître : elles redonnent en effet du crédit à la thèse, contredite depuis longtemps, qu'une guerre nucléaire limitée peut être envisagée et gagnée."¹

Banaliser les risques

Ce constat, le collectif bernois l'appuie sur quelques exemples révélateurs. Ainsi Rudolf Wyder, du Service cantonal bernois de la Protection civile, explique : "Les abris offrent une protection élevée tant contre les effets momentanés que contre les effets à long terme d'armes atomiques (...) Bien qu'une guerre nucléaire totale soit très peu vraisemblable, vu l'équilibre des forces nucléaires entre les grandes puissances, on ne peut exclure l'utilisation d'armes nucléaires dans le cadre d'une guerre nucléaire limitée." (Bernser Zeitung, 25 mai 1984) Le conseiller communal de la Ville de Berne Bratschi, chef de la Protection civile de la ville, va jusqu'à dire que "plus nous pouvons offrir une protection civile à notre population, plus le chantage à une guerre nucléaire perd en crédibilité."² La mentalité du "réduit national" à l'ère atomique ! Confirmée encore par cette réponse de l'Office fédéral pour la Protection civile (février 1984) sur l'utilité des abris après une attaque : "Les abris restent en fonction jusqu'à ce que les retombées radioactives aient

atteint une valeur minimale permettant un séjour limité ou durable à l'air libre ou jusqu'à ce qu'un transfert hors des zones très exposées soit possible. Nous pouvons nous appuyer, pour les vivres, sur nos réserves de guerre et sur la production ultérieure dans les zones qui ne sont pas directement touchées. Il faut d'ailleurs souligner que la survie n'est pas un problème limité à la protection civile mais à tous les domaines de la vie. Il s'agit ici d'un problème de direction et de coordination." La survie dans un pays dévasté par une bombe atomique n'est qu'un problème de direction et de coordination !

Des centaines de milliers de victimes

La vérité, bien sûr, est toute différente. Deux chercheurs de l'Université de Lausanne, Allan Din, de l'Institut de physique théorique, et Jacques Diezi, de l'Institut de pharmacologie, ont publié cet été un rapport pour l'organisation internationale *Physicians for Social Responsibility* (organisation américaine qui lutte contre la menace de guerre nucléaire) qui démontre que, même en cas de conflit hors de nos frontières, "toutes les mesures de protection civile envisageables seraient dépassées" (24 Heures, 6 juillet 1984 et L'Hebdo, 4 octobre 1984). En cas d'attaque nucléaire de la Suisse, le nombre des morts pourrait atteindre 2,4 millions de personnes dans l'hypothèse "la plus optimiste". En cas d'attaque nucléaire "limitée" à un pays voisin, ne serait-ce que par l'effet des vents, des centaines de milliers de personnes seraient exposées à la mort.

Ces estimations, les deux chercheurs les ont établies en tenant compte des abris de protection civile (PC). "Ce qu'il faut comparer, en fait, ce sont les possibilités de soigner les blessés et le nombre des victimes. Et là, très rapidement, nous constatons que la PC

serait très rapidement débordée. Sans compter qu'elle n'a pas résolu les problèmes posés par un séjour en abri de plus de quinze jours." (L'Hebdo, 4 octobre 1984)

Des milliards pour banaliser la bombe

L'écart avec les propos lénifiants de l'Office fédéral de la Protection civile saute aux yeux. Trente ans après les essais nucléaires américains dans la Mer du Sud, certaines îles sont encore inhabitables, mais à Berne on estime que la production pourra reprendre dans les zones non directement touchées...

En attendant, la Protection civile engouffre des milliards. 3,4 exactement de 1970 à 1981 selon le collectif bernois, qui rappelle que le Conseil fédéral chiffre à 7,7 milliards au total la réalisation de son plan de protection civile établi en 1971. Ces milliards ne figurent évidemment pas au budget militaire ! Ils offrent en outre d'importants contrats aux constructeurs. Le collectif des "objecteurs de la Protection civile" s'associe ici à l'appel d'un certain nombre d'architectes qui luttent pour la paix : "Sur un point au moins nous sommes, en tant qu'architectes, placés dans la situation de soutenir des préparatifs de guerre : dans la construction d'abris atomiques, publics ou privés. Nous savons qu'ils n'offrent aucune protection contre la violence d'explosions atomiques et qu'il ne restera d'une grande ville, de ses bunkers et galeries de béton, qu'un immense cratère enfoui sous des mètres de poussière. Celui qui participe à la construction d'abris fait miroiter aux hommes une protection qui n'existe pas." (Aktuelles Bauen, 1/2, 1984)

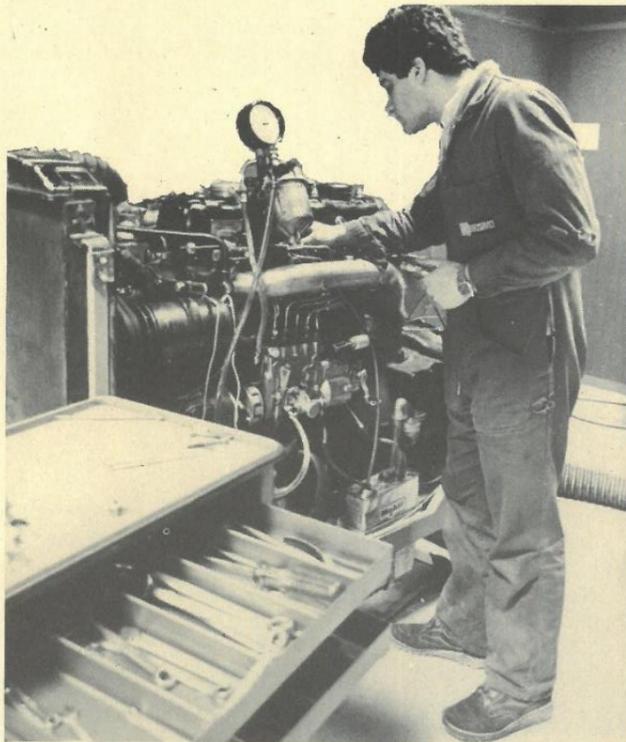
Pendant que ces milliards sont dépensés pour la Protection civile — et viennent s'ajouter aux autres milliards dépensés pour le char Leopard — le Conseil national a réchigné sur un crédit d'un minuscule million en faveur d'un Institut pour la paix, et l'a refusé. Sous couvert de neutralité, les autorités suisses participent au réarmement et à la banalisation de la guerre nucléaire.

M. Rivière

1. Zivilschutz-Nichtnutz, Postfach 1694, 3001 Berne.
2. Zivilschutz, janvier 1984.

Malgré des besoins croissants :

Le Conseil fédéral rejette l'amélioration du recyclage et de la formation professionnelle



Interfoto

En 1982, le PSO, avec l'Union nationale des étudiants suisses (UNES) et le groupe grison "Viva Kollektiv", déposait son initiative "pour une formation professionnelle et un recyclage garantis". Dans son message de plus de vingt pages¹, le Conseil fédéral recommande aux Chambres son rejet pur et simple. Ce texte mentionne moult fois les "charges" que l'initiative ferait "peser sur l'économie" et ses "conséquences financières indésirables". On y cherchera par contre en vain la mention des intérêts de ceux que concerne l'initiative: les jeunes à la recherche d'une formation qui ne trouvent pas de bonne place d'apprentissage, les apprenti(e)s mal ou pas du tout formé(e)s, les salarié(e)s dont la formation professionnelle est dévalorisée en un clin d'oeil par l'évolution foudroyante des techniques.

L'initiative demande la création de possibilités de formation dans des métiers d'avenir pour les jeunes les moins favorisés en matière de formation professionnelle. Aujourd'hui, comme au moment du lancement de l'initiative, ce sont surtout les filles, les enfants d'immigrés, les handicapés et les jeunes des régions périphériques. En outre, l'initiative demande la création de possibilités de recyclage et de perfectionnement professionnels pour ceux qui sont touchés par les rationalisations et pour les femmes qui désirent travailler.

Ces possibilités doivent être offertes par des ateliers publics d'apprentissage (écoles professionnelles ou des métiers), où théorie et pra-

Des manques au niveau de la qualité

Les ateliers publics? Inutiles car: "L'apprentissage au sein de l'entreprise a donné satisfaction (...). Le Département fédéral de l'économie publique (DFEP) et l'Office fédéral de l'industrie des arts et métiers et du travail (OFIAMT) (...) se sont efforcés, depuis plusieurs années, de faire reposer la formation des apprentis sur une large base (...)" L'examen de la réalité dément complètement cette prose flagorneuse: une enquête réalisée à la demande de l'USAM (Union suisse des arts et métiers) — le trois quart des apprentis est formé dans des entreprises artisanales ou de taille moyenne — montre justement que c'est dans

trop long et le manque de possibilités de formation².

Bref, "l'apprentissage au sein de l'entreprise a donné satisfaction", c'est vrai, mais aux patrons seulement...

Les ateliers publics: des avantages décisifs

Environ 4200 apprentis (soit 3 o/o à peu près) sont actuellement formés dans des écoles des métiers (ateliers publics). Une étude scientifique fait apparaître que la formation qui y est dispensée est qualitativement riche, orientée sur l'avenir et répond aux impératifs technologiques actuels³. Chose que le Conseil fédéral admet aussi: "Les avantages incontestables d'une formation systématique reposant sur des cycles d'études et d'apprentissages, tels qu'ils se déroulent au sein des écoles de métiers, ont été discernés par les grandes entreprises, principalement par celles de l'industrie des machines."

Malheureusement, ces écoles ne sont actuellement accessibles qu'à une mince élite soigneusement sélectionnée. Elles montrent toutefois qu'il serait possible, par leur biais, de répondre à de nombreuses défaillances du système suisse de formation professionnelle.

Recyclage et perfectionnement professionnels

Sur ce point, le Conseil fédéral ne met pas sa langue dans sa poche. Les ateliers publics sont inutiles, car "l'assurance-chômage verse des indemnités journalières et rembourse certains frais à des chômeurs qui fréquentent des cours à plein temps dans le but d'améliorer leur propre aptitude au placement. Une généralisation de la prise en charge des frais de perfectionnement ou de recyclage, lorsque cela n'est pas indispensable en raison du chômage, n'est pas judicieuse du point de vue des impératifs de l'économie nationale (...). C'est en premier lieu à l'individu qu'il incombe de se perfectionner judicieusement et en fonction des exigences de sa profession."

Nous sommes d'un avis complètement opposé. C'est sans rien demander à personne que les patrons rationalisent; dès lors, qu'ils en supportent aussi les conséquences négatives. Le Conseil patronal — oh! pardon: fédéral — range certainement sous l'appellation "impératifs de l'économie nationale" les affaires florissantes des instituts de perfectionnement, qui, ces derniers temps, ont poussé comme des

champignons après l'averse. Des ateliers publics sont nécessaires pour permettre la mise en place d'un recyclage et d'un perfectionnement aux objectifs, méthodes et coûts contrôlés publiquement. On ne nous fera pas prendre les cours d'utilisation de nouvelles machines dispensés par certaines entreprises pour du recyclage professionnel! Il y a longtemps que les vessies ne sont plus des lanternes!

Quand le Conseil fédéral fait exploser les coûts

Les ateliers publics sont, d'après le Conseil fédéral, trop chers: "Les charges financières en cas d'adoption de l'initiative populaire ne se justifiaient pas au vu de la situation difficile que traverse actuellement l'économie ainsi que de l'état des finances de la Confédération et des cantons." Le texte de l'initiative prévoit que les ateliers publics seront financés aux trois quarts par des contributions patronales, au minimum 0,5 o/o de la masse salariale. Au moment du lancement de l'initiative, nos estimations (600 millions de francs de rentrées) correspondaient à environ 10 000 places de formation et 5000 de recyclage. Démagogiquement, le Conseil fédéral prétend aujourd'hui qu'il faut créer 15 000 places de formation et compte effrontément — en comptabilisant les frais d'acquisition des terrains, de construction et d'équipement — pour près de 2,1 milliards à ajouter aux coûts salariaux et aux indemnités de formation d'environ 700 millions.

Laissons de côté le fait que les frais de construction ne reviennent pas tous les ans et que ce sont des investissements à long terme. De toute façon, les ateliers publics peuvent être intégrés dans les bâtiments publics actuels. Gardons simplement en mémoire qu'aujourd'hui la Confédération dépense proportionnellement 30 fois moins pour les apprentis que pour les étudiants.

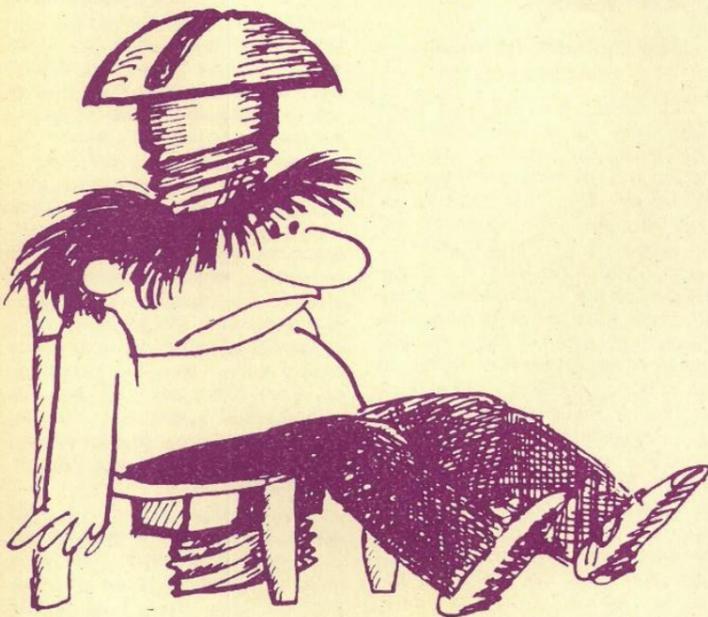
Le rejet de l'initiative par le Conseil fédéral n'est rien d'autre qu'une gigantesque gifle à la face des jeunes, de leurs parents et de tous les salariés.

Andi Hug

1. Message concernant l'initiative populaire "pour une formation professionnelle et un recyclage garantis", du 22 août 1984, Feuille fédérale N° 38, volume II, 25 septembre 1984.

2. Häfeli, Frischknecht, Stoll: Schweizer Lehrlinge zwischen Ausbildung und Produktion, Cosmos Verlag, 1981.

3. Ph. Gonon, A. Müller: Oeffentliche Lehrwerkstätten im Berufsbildungssystem der Schweiz, Eigenverlag, Lucerne, 1982.



tique seront conjointement enseignées, sans le stress de la productivité à tout prix. Les personnes suivant cette formation recevraient un salaire équivalent aux indemnités de chômage actuelles. Ces ateliers publics seraient financés aux trois quarts par les patrons (au minimum 0,5 o/o de la masse salariale) et pour le reste par des contributions de la Confédération, des cantons et de l'assurance-chômage.

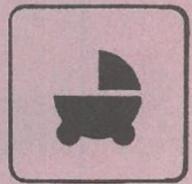
ce secteur que les conditions de formation et de travail sont les moins bonnes, que les apprenti(e)s exécutent de nombreux travaux étrangers à leur formation et que leurs tâches quotidiennes sont mal coordonnées avec les cours d'apprentissage. Un apprenti sur trois ne choisirait plus sa profession. A côté des salaires insuffisants, les aspects les plus critiqués sont: la monotonie du travail, l'horaire de travail

Initiative maternité :

ASSURANCE
MATERNITÉ
=
PROTECTION
CONTRE LE
LICENCIEMENT

Maria-Elena travaille comme opératrice dans une succursale de la Migros. Elle est enceinte. Jusqu'ici son travail a toujours donné entière satisfaction. Ce matin-là, elle ne se sent pas bien. Elle en avertit sa chef et quitte le travail à 9 heures. A son retour, le lendemain, elle apprend que les heures d'absence dues à ce malaise devront être remplacées, qu'elles ne sont pas considérées comme justifiées. Maria-Elena se renseigne auprès de l'inspection cantonale du travail sur ses droits. L'article 35 de la Loi sur le travail la protège:

"Les femmes enceintes ne peuvent être occupées que si elles y consentent et jamais au-delà de l'horaire ordinaire de travail. Sur simple avis elles peuvent se dispenser d'aller au travail ou le quitter."



Elle écrit au chef du personnel, le prie de reconsidérer la décision relative à l'obligation de rattraper les heures manquées. Quelques jours plus tard elle reçoit son congé. Motif: restructuration. Une annonce paraît un peu plus tard dans le journal local: la Migros cherche une opératrice au service informatique, pour dans deux mois (exactement le temps du délai légal de licenciement)... Maria-Elena sera remplacée. Enceinte, elle se trouvera sans ressources. Le père de son enfant est étudiant... Cette fois aucune loi ne la protège. Son licenciement est légal!

Cet exemple n'a rien d'exceptionnel. Le Code des obligations n'interdit de licencier une travailleuse que pendant les huit semaines qui précèdent et qui suivent l'accouchement. Et bien des employeurs en profitent. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir les femmes qui se trouvent dans les queues de chômeurs avec un tout-petit dans les bras ou un ventre tout rond...

L'insécurité, la peur de perdre son emploi — une menace qui dure sept mois —, l'angoisse du lendemain pour celles qui ont effectivement perdu leur travail, tout cela pèse, scandaleusement. Un stress inutile qui a souvent des incidences directes sur le déroulement de la grossesse et donc sur la santé de l'enfant.

L'initiative pour une protection efficace de la maternité prévoit une interdiction de licencier dès le premier jour de la grossesse et jusqu'à la fin des congés liés à la maternité. Ce droit élémentaire est depuis longtemps reconnu par tous les pays européens. Nous ne devons pas permettre qu'une femme qui choisit d'avoir un enfant soit, pour cette raison, pénalisée au niveau professionnel. Une protection étendue contre le licenciement pour toute la durée de la grossesse, du congé de maternité et du congé parental est indispensable. Et urgente. Une raison de plus de voter OUI le 2 décembre.

editorial

FÊTE
de

15 ans!
SE FÊTE!

Le 31 octobre 1969
avait le No 0 de La
avec en couverture
e affiche de Marx:
didat n'a trouvé
liste".
1984, La
inze ans
le au
en

La Brèche

2-3-4 NOV. 84

-GENÈVE-SALLE DU FAUBOURG-

Trois jours non-stop de musique, danse, théâtre, débats. La FETE pour les enfants, les immigrés, les femmes, et tous les "mauvais suisses". Un événement politique et culturel. En un mot, LA FETE DE LA BRECHE.

LA FIÈVRE
DU VENDREDI
AU DIMANCHE SOIR...
À LA FÊTE DE LA BRÈCHE

Un événement politique. Il suffit de consulter la liste des invités et le programme des débats. Ils s'adressent en particulier à ceux qui refusent les vérités toutes faites et croient possible de faire la fête sans laisser leur tête au vestiaire.

Un événement culturel. Oui, et dans un double sens. D'abord compte tenu des nombreuses activités et spectacles proposés. Ensuite parce que le rassemblement de plusieurs milliers de personnes durant 3 jours aussi intenses, favorise la multiplication des rencontres, des échanges, de la communication. Terrain sur lequel peut se bâtir une solidarité authentique.

*La FETE DE LA BRECHE,
une fête de l'action,
de la communication,
de la solidarité
et du plaisir collectif...
De bonnes raisons de faire la fête
avec nous le 2 - 3 - 4 novembre.*

Le voyage Fantastique

Maison des Jeunes (Saint-Gervais), samedi 3 novembre

Le VOYAGE FANTASTIQUE (action, découverte pour tous les enfants, un périple dans toutes les régions de la France, celui des Horloges Désobéissantes, celui des Rêves, celui des Cadeaux - grâce à un fabuleux véhicule... Avec la participation d'"Orphonie Circus". Un film vidéo sera pris sur le vif et présenté le lendemain au Faubourg, voir ci-contre).

De même, des photographes sillonneront la France pour exposer le lendemain (aussi au Café Plaqué, de la rue de la République).

DÉBAT: Nouvelles technologies

Perite salle du Faubourg, dimanche 4 novembre, 17 h.

Micro-électronique, robots industriels, bureautique. Ces termes font peur. Ils sont désignés comme responsables du chômage massif et du stress au travail dans les pays industrialisés. Nous sommes au seuil d'une révolution technologique de grand patronat la met au profit pour accroître l'exploitation des salariés et organiser la suppression de certains métiers, licenciements massifs, syndicats (réaménagement du temps de travail"etc...). Les travailleurs peuvent utiliser ces potentialités considérables pour imposer une réduction du temps de travail et une solution rapide à la misère du Tiers-Monde. L'humanité est à la croisée des chemins, la décision est politiquement et socialement ne doivent pas manquer ce rendez-vous de l'histoire.

Participants au débat:

- André GORZ, sociologue, auteur de nombreux ouvrages de réflexion (Paradis" (Galilée 83), etc...
- Paola M. MANACORDA, mathématicienne, dont le dernier ouvrage est intelligence dans l'ère micro-électronique" (Feltrinelli)
- Ernest MANDEL, économiste, auteur du "Traité d'économie" (Troisième Age du Capitalisme" (1974), coll. 10/18).

GRAND MEETING INTERNATIONAL AVEC LE CENTRE

Luis Alonso ENRIQUEZ, représentant de la commission de solidarité internationale, journaliste, membre du bureau politique du PSO.
Charles-André UDRY, professeur à l'Université de Genève, de retour du Nicaragua.

Grande salle du Faubourg, vendredi 2 novembre

La révolution nicaraguayenne a cinq ans. Cinq ans de guerre pour défendre une révolution populaire menacée par le nord-américain, qui aujourd'hui déjà finance, arme, et qui a la ferme intention d'intervenir plus massivement à venir.

Trois obstacles se dressent devant les projets de la population nicaraguayenne organisée en milice est pour la liberté. L'opinion publique nord-américaine, les salons par sentiment de solidarité ou par refus d'être la cible de la vietnamienne; enfin la vigueur de la solidarité internationale.

Dans ce contexte, les élections américaines qui ont une importance toute particulière. La campagne électorale idéologique qui a entouré les Jeux Olympiques, les élections le désarmement, et une éventuelle victoire républicaine le déclenchement d'une offensive contre l'Amérique.

La solidarité internationale a, dans ce contexte, un soutien politique, financier et moral qui s'est déjà exprimé par meetings, manifestations, récoltes d'argent et envois de matériel.

La Fête de La Brèche s'inscrit dans la continuité de ces actions révolutionnaires centro-américaines.

Rhodes

Vendredi 2 novembre

Ce groupe brésilien de dix musiciens bien connus est consacré à renouveler son répertoire. Une bouffée de rythme chaud.

UN "PAVE"

Spectacles, forums, détente - la Fête de La Brèche est aussi la fête d'un journal. Son quinzième anniversaire. On sait ce qu'est devenue la presse de gauche en Suisse: à de rares exceptions, elle n'a pas tenu le coup. Tenir un journal de contre-information et d'analyse politique, le diffuser malgré les énormes moyens des médias (nous ne pouvons pas nous payer une TV!) est presque une gageure. Financièrement bien sûr, mais aussi dans sa présentation. La Brèche est faite par des militants. On lui reproche d'être "un pavé". Question d'écriture, certes. Mais aussi parce que le monde d'aujourd'hui n'est ni simple à comprendre, ni facile à expliquer. Et nous refusons la facilité avec laquelle bien des "canards" traitent les événements.

Journal d'opinion, La Brèche ne tient que par le soutien de ses abonnés. Pour 45.- frs par an, votre abonnement nous aidera à dire ce qu'est cette société et à la combattre.

Au Stand de La Brèche, vous trouverez notre "cuvée 84", vous rencontrerez auteurs et écrivains de livres récents et vous pourrez bien sûr souscrire un abonnement! Merci d'avance.

DANS LA MARE AUX CANARDS

AMAZULU

Grande salle du Faubourg, samedi 3 novembre, 22 h.

AMAZULU, quatre femmes et un homme.

Un pays: LA JAMAÏQUE.

Un langage: LE REGGAE.

Une tournée de 300 000 km en 1983 sans jamais laisser le public indifférent.

Le reggae d'AMAZULU se veut ouvert vers le rock, le calypso et le "Latin Jazz". "On va même vers le Funk, maintenant, affirme Clare, et on a aussi un son jazzy". Pour Lesley, "l'idéal c'est une solide basse et une batterie reggae sous les pieds. Là-dessus, on peut faire différentes choses...". Selon Clare, AMAZULU, ce serait l'humanité et la danse du reggae, l'énergie du rock, le clinquant et le mordant du meilleur pop".

"Si nous faisons une musique politique, c'est de la politique de la vie quotidienne qu'il s'agit" affirment-elles. "Quand ma mère s'indigne du prix du lait, c'est de la politique", lache Lesley.

Le groupe évite le label "féministe" par refus de tout séparatisme; "il y a tant de secteurs bien délimités auxquels ont est sensé appartenir" ... Cependant Lesley ne laisse planer aucune ambiguïté sur la réflexion d'AMAZULU: "Le show-bizz est dominé par les hommes comme partout ailleurs, et ils veulent que ça reste comme ça. Ils ne veulent pas que les femmes s'en mêlent, parce qu'alors elles s'apercevraient comme c'est facile..."



Z.U.P



Sophie Ernes (photo C. Henry)

Chorégraphie de "break dance" et danse moderne.

Grande salle du Faubourg, samedi 3 à 21 heures et dimanche 4 à 16 h. 30.

Deux bandes de jeunes, "African Force" et "Little cool brothers", qui font du "break dance" et du "smurf" dans les rues de Lyon sur de la musique qui "scratche".

Une danseuse moderne, Sophie ERNES, qui a travaillé dans de nombreuses compagnies à Paris, Rennes, La Rochelle et Lyon.

Une chorégraphie sur un fond de banlieue lyonnaise qui conjugue la spontanéité du "smurf" et du "break dance" avec un travail s'inspirant des techniques de Merce CUNNINGHAM et José LIMON.

STUNNERS!

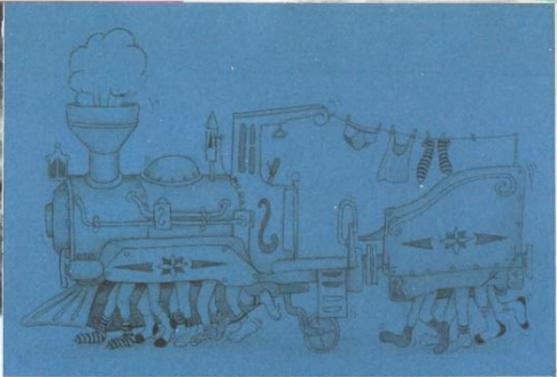
Grande salle du Faubourg, samedi 3 novembre, dès minuit.

Les STUNNERS, ce sont six types durcis par la banlieue mais bercés par leurs rêves, un commando de rebelles mobilisés par les mêmes obsessions.

D'abord, Philippe Bouchey, né en 1960, co-fondateur du groupe, "un énergumène monté sur des ressorts, cravate voltigeante et gosier éraillé". Puis, Rachid Kheloufi, né en 1958, guitare "Fire Fender". Hubert Evvard; batterie et choeurs. Mickey, il est né en Afrique et personne ne sait son nom; harmonica et chant. Alain Bentabou, né en 1958, en colère depuis; basse. Saïd Houmaoui, né au Maroc, ancien boxeur; sax tenor et baryton.

Paraît qu'ils sont capables de transformer une cave en sauna et de crever même les danseurs les plus résistants... Impossible de rester assis!

POUR LES ENFANTS :



vembre, de 15 à 18 h.

erte et spectacle) tiendra ses promesses: rtes de pays; -celui de Toutes les Glaces, ves, et dans la Merveilleuse Contrée des

lendemain au "Café Plaqué" (Petite salle du

te pour saisir des instantanés et les s 11 h.)

Dimanche 4, de 13 h. 30 à 20 h., une crèche sera organisée. Téléphonez à Pierre et Sylvie (022 / 45 07 86) pour s'inscrire jusqu'au mercredi 30 octobre, dernier délai.

Merlin

Frank Stalder et Jean-Claude Portier, guitares et voix : folk progressif. Une musique bleu ciel de qualité, mais néanmoins genevoise; à écouter samedi 3 novembre à 19 h., grande salle du Faubourg.

L'HOMME DE BRONZE

Monté par l'ACTO TEATRO, selon une idée de Miguel Molina

L'Acto Teatro est une troupe venue du Salvador, qui a déjà monté et participé à plusieurs spectacles à Genève. Venus ici, ils nous regardent vivre. Et à partir de l'une des célèbres statues de Ducimetière installées au Rond-Point de Plainpalais, ils évoquent les impressions de la vie quotidienne dans une ville comme Genève. L'homme de bronze devient le reflet des sentiments qu'inspire cette ville.

BILLETTS

- A - laisser-passer général - abonnement de trois mois à La Brèche : 40.-
- laisser-passer général (jeunes) : 28.-
- B - laisser-passer général sans théâtre : 30.-
- laisser-passer général sans théâtre (jeunes) : 20.-
- C - forfait samedi : 22.-
- forfait samedi (jeunes) : 17.-
- D - forfait dimanche : 12.-
- forfait dimanche (jeunes) : 8.-
- E - Fête des Enfants : 5.-
- F - Théâtre (La nuit des assassins) : 15.-
- (jeunes) : 10.-

Café plaqué

PETIT DÉJEUNER CONCERT

(organisé par les fondateurs du "Café Chromé", congédiés par la Maison de Quartier des Eaux-Vives)

Petite salle du Faubourg, dimanche 4 novembre, dès 11 h. et jusqu'à 15 h.

Dès 11 h. : **GEORGES BARCOS TRIO**, "Latin Jazz", avec G. Barcos; guitare, R. Sommerhalder; sax tenor et M. Robert; basse.

Présentation d'un film vidéo sur la Fête des Enfants de la veille; "Le voyage fantastique" (voir ci-contre).

Exposition des photos de la Fête des Enfants... (possibilité de commander des photos).

A LA CARTE :
Oeufs au bacon, céréales, croissants, jus de fruits, thé, café, chocolat...

DÉBAT: Maternité et société

Petite salle du Faubourg, samedi 3 novembre, 16 h.

Avec la participation de **Mme N. MAMELLE** (France), qui a beaucoup étudié l'influence de la situation sociale et professionnelle sur la grossesse. Elle a en outre pu montrer qu'une durée hebdomadaire de travail importante augmentait le risque de naissances prématurées.

Ce débat a lieu dans la perspective d'une échéance importante: la votation du 1 et 2 décembre prochains sur l'initiative "Pour une protection efficace de la maternité". Cette initiative tend à corriger les profondes inégalités sociales face à la grossesse, et résultant de l'absence d'une assurance spécifique de la maternité généralisée et obligatoire. Elle permet aussi d'instaurer une protection contre les licenciements, d'allonger la durée du congé et de permettre au père ou à la mère de prendre un congé professionnel d'une année.

Un forum, une discussion pour nous préparer à une bataille décisive : un OUI massif les 1 et 2 décembre.

La nuit des assassins

Pièce en deux actes de José Triana, dans une adaptation de Carlos Semprun et une mise en scène de Michel Fidanza.
Co-production La Brèche - Maison des Jeunes et de la culture.
Théâtre de Saint-Gervais, les 2, 3 et 9, 10 novembre à 21 heures; les dimanches 4 et 11 novembre à 19 heures.

Les trois personnages, Lalo et ses deux soeurs, Cuca et Beba, sont enfermés dans une cave de leur maison où ils jouent et rejouent le meurtre de leurs parents, desquels ils se sentent incompris et différents. Au cours de ce "jeu", ils tiennent tour à tour leur propre rôle, celui des parents, des voisins, de la police et des magistrats qui vont les juger. Le rituel est une prise de conscience. Il éclaire leur vie et leurs conflits. Les personnages cherchent à y retrouver leur identité, à maîtriser leur réalité pour échapper à la tutelle familiale. Mais un cérémonial n'est jamais plus qu'un exutoire.

La pièce a été écrite à Cuba en 1964, dans les années d'effervescence politique, culturelle et sociale qui suivirent la révolution. Elle reçut le Prix de la "Casa de las Americas". Le metteur en scène, Michel Fidanza, est également acteur. Fils de maçon, né à Friebourg en 1944, il a travaillé dans la troupe du Théâtre de Carouge et au Centre d'Art dramatique à Lausanne. Il a mis en scène des pièces de S. Collet (1980), de Mozrek (1984).

Les comédiennes, Anne-Laure Luisoni et Elsbeth Philip, ont joué dans plusieurs théâtres de Suisse romande. La première a été élève de la Scuola Teatro Dimitri et stagiaire au Lee Strasberg Theatre Institute, la seconde a été élève de Philippe Mentha. La critique lausannoise est enthousiaste sur la pièce qui a été jouée à Vidy en 1982: "La pièce de José Triana est du théâtre, de la première phrase à la dernière (...). Aucun vide, aucun creux dans le déroulement inexorable d'une action somme toute inexistante, d'un dialogue d'une intensité presque insoutenable" (Nouvelle Revue de Lausanne, 27.4.84).

"Le texte d'une violence parfois insoutenable, d'une grande actualité est complété par une mise en scène sobre et une interprétation en tout point remarquable. C'est un des rares spectacles qui donnent au critique le suprême plaisir de pouvoir dire: "Allez-y toutes affaires cessantes!" (Gazette de Lausanne, 30.4.82).



Michel Fidanza (photo J. Mohr)



Elsbeth Philip



Anne-Laure Luisoni (photo D. Vittet)

DE SOLIDARITÉ A RÉVOLUTION D-AMÉRICAINNE

onale du FDR - FMLN.

membre du Parti Socialiste

bre à 21 h.

ns de reconstruction d'une société s décennies de dictatures. Cinq ans enacée par l'impérialisme traine et encadre la contre-révolution, ent dans les semaines ou mois

minels qu'incarne Reagan: la pête à défendre becs et ongles sa riés et les minorités de couleurs, ir à canon d'une nouvelle escalade ernational.

uront lieu le 6 novembre ont torale de Reagan, le matraquage égociations internationales sur ne pour couronner le tout, faciliterait Centrale.

une irremplaçable fonction de primé en Suisse sous forme de les Brigades.

de ce soutien actif aux

a de Samba

ovembre, Grande salle du Faubourg, à 22h.30.

onnu sera de retour après un mois d'octobre oire et à préparer l'enregistrement d'un disque. ud en cette fin de soirée d'automne genevois. Un bal à ne pas manquer!

	Petite salle du Faubourg	Grande salle du Faubourg	Maison des jeunes
Ve. 2 nov.	19 h. - 21 h. Restaurant avec Michel Bastet duo (piano et contrebasse) : Jazz, Latin Jazz, Ragtime.	20 h. 15 Grand meeting de solidarité avec la révolution centro-américaine, avec L.A. Enriquez, Ch.A. Udry et J. Ziegler. 23 h. Bal tropical avec Rhoda da Samba.	21 h. "La nuit des assassins" (pièce cubaine de J. Triana montée par M. Fidanza).
Sa. 3 nov.	16 h. Débat : Maternité et société, avec Mme N. Mamelie. 18 h. Acto Teatro. 19 h. - 21 h. Restaurant avec Vincent Barras (piano classique : de Bach à Berio).	16 h. Débat : Décriminalisation de l'usage des drogues, avec J.B. Schmidt, C. Wicht, G. Baudraz et G. Godinat. 19 h. Merlin. 21 h. Z.U.P. : chorégraphie de danse moderne et break dance. 22 h. Amazulu. 24 h. Stunners.	15 h. - 18 h. Fête des enfants : "Le voyage fantastique". (Animation théâtrale) 21 h. "La nuit des assassins".
Di. 4 nov.	11 h. Café Plaqué : petit déjeuner. Concert avec G. Barcos trio. (Vidéo, expo. photos) 15 h. Alex Perience et Antoine Schaub (punk acoustique et chanson). 17 h. Débat : Nouvelles technologies, avec A. Gorz, P.M. Manacorda et F. Mandel.	16 h. 30 Z.U.P. : chorégraphie de danse moderne et break dance. 18 h. Débat : Politique d'asile et aide humanitaire, avec M.C. Caloz-Tschopp, D. Balmer et M. Thévenaz. 19 h. 30 Fête turque et kurde (avec 2 musiciens et 5 danseurs).	14 h. Cinéma : "L'homme et le temps", "Atomic café" et courts métrages. 17 h. 30 Débat cinéma. 19 h. "La nuit des assassins".

UN CAR DE LA FÊTE DE LA BRÈCHE POUR MANIFESTER À BERNE

Samedi 3 novembre à 11 h., un car partira de la Fête de La Brèche pour Berne afin de participer à la manifestation nationale - organisée par les Comités de solidarité avec l'Amérique centrale de Suisse et soutenue par un grand nombre d'organisations dont le PSO - pour soutenir la révolution centro-américaine.

Rendez-vous donc à 11h. à l'angle de la Rue Argand et du Boulevard James Fazy.
Départ de Berne à 16 h. 45 et retour à la Fête de La Brèche à 18 h. 45.

Les manifestants de toute la Suisse sont invités à rejoindre la Fête pour la soirée du samedi et la journée du dimanche. L'organisation de la Fête assure le logement pour la nuit pour une somme vraiment modique.

Fête turque et kurde

avec un groupe folklorique de 2 musiciens et 5 danseurs

En solidarité avec les peuples Turcs et Kurdes victimes de la répression

Grande salle du Faubourg, dimanche 4 novembre, dès 19 h. 30.

DÉBAT: Politique d'asile et aide humanitaire suisses:

DU MYTHE A LA RÉALITÉ

A l'heure où la politique d'asile menée par les autorités devient de plus en plus dissuasive, où le fossé se creuse entre les pratiques des pouvoirs publics et des dispositions de la loi sur l'asile - qu'il est d'ailleurs question de soumettre à une deuxième révision -, où l'on minimise systématiquement les atteintes aux droits de l'homme en Turquie, au Chili ou au Zaïre pour mieux éconduire les demandeurs d'asile, l'urgence d'une action et d'une réflexion conduisant à enrayer la dégradation de la politique d'asile s'impose.

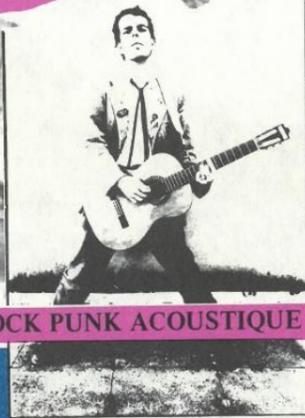
Parallèlement, dans les pays de plus en plus nombreux où la crise économique engendre le chômage, la misère et la famine, où les masses déshéritées se soulèvent contre les régimes que leur imposent des oligarchies sanguinaires, dans ces pays, l'aide humanitaire menée par le biais du CICR suscite des interrogations corrosives pour un des piliers de la bonne conscience helvétique.

Le débat autour de cette double problématique sera animé par:

- Marie-Claire CALOZ - TSCHOPP, membre de la Ligue des Droits de l'Homme, auteur du "Tamis helvétique" et d'un article intitulé "A propos des "nouveaux réfugiés", le pari de l'ouverture".
- Dres BALMER, ex-délégué du CICR au Salvador et auteur de "L'heure de cuivre". Dans ce livre, dont le CICR avait fait interdire la publication en allemand, Dres Balmer évoque les doutes, les questions que se posent les travailleurs humanitaires sur le terrain.
- Michel Thévenaz, membre du bureau politique du PSO, rédacteur de La Brèche.

Grande salle du Faubourg, dimanche 4 novembre, 18 h.

ALEX PERIENCE



ROCK PUNK ACOUSTIQUE

Petite salle du Faubourg, dimanche 4 novembre, 15 h.

Alex Perience ce "fou génial (qui) électrifie ferait un malheur..." comme l'a décrit la Tribune de Genève mais qui refuse tout système d'amplification par souci d'économie d'énergie interprétera "Radio Boutique" une satire de "Couleur 3" dans laquelle il saute sans sono sans micro et sans transition du hard rock au folk en passant par le free jazz, le blues, la musique électronique jazz rauque... "pour la plus grande joie du public" (24 Heures).

ANTOINE SCHAUB

Chansons

Petite salle du Faubourg, dimanche 4 novembre, 16 h.

Antoine Schaub, bâlois, met en chanson le monde de la jeunesse suisse allemande et des centres autonomes. L'armée, les manif, l'homosexualité, le "no future" et la vie quotidienne. "Des chansons d'une surprenante vivacité d'esprit et d'humour" (Berlinerzeitung).

DÉBAT: Décriminalisation de l'usage des drogues

Grande salle du Faubourg (galerie latérale), samedi 3 novembre à 16 h.

- * Contre une forme de répression anti-jeunes qui renforce la marginalisation et l'exclusion sociale !
- * Il faut démystifier la séparation entre drogues "légales" et "illégal".
- * La lutte "anti-drogue": l'arbre qui cache la forêt de la morale bourgeoise bien-pensante et qui lui permet d'exercer son contrôle social sur la jeunesse en particulier.

Participeront au débat:

Jean-Bernard SCHMIDT: avocat
Cédric WICHT: Infor Jeunes
Georges BAUDRAZ: éducateur
Gilles GODINAT: psychiatre

Cinéma

Maison des Jeunes (Saint-Gervais), dimanche 4 novembre, dès 14 h.

14 h. "L'Homme et le Temps" (Bieme, 1984), d'Alvaro Bizzari, avec la collaboration de Catia Bizzari, Marie-Thérèse et Paul Sautebin. Un film sur la crise et le chômage dans l'arc horloger. "Nous avons voulu fixer en images une réalité dont beaucoup ignorent l'existence en Suisse. Des chômeurs, des chômeuses surtout, qui osent dire leur humiliation et leur rage..." (Marie-Thérèse Sautebin).

15 h. "Atomic Café" (USA, 1982), de K. et P. Rafferty et G. Lodder (sous-titré en français). Il s'agit d'un document explosif réalisé entièrement sur la base d'archives de propagande américaine du temps de la guerre froide. Le film débute par l'incroyable témoignage du pilote qui largua la première bombe A sur le Japon... Plus loin, un officier américain "convainc" les indigènes d'un atoll du Pacifique qu'ils doivent abandonner définitivement leur île. Elle va être rayée de la carte par une explosion nucléaire, pour le bien de l'humanité... Effarant !

16 h. 30 Courts-métrages

17 h. 30 Débat avec la participation de plusieurs jeunes réalisateurs suisses: "Faire un film en dehors des circuits commerciaux ?"

NE MANQUEZ PAS LE RESTAURANT

Vendredi soir en compagnie du M. Bastet duo, vous pourrez déguster un jambon chaud servi avec une salade de pomme-de-terre également chaude. Le tout à un prix abordable.

et
Samedi soir, dans une ambiance classique avec V. Barras au piano, vous apprécierez un émincé de volaille, sauce champignons, garni de riz et de légumes. Le tout également à un prix abordable...

BON APPETIT !

Elections biennoises :

Pour la défense de l'emploi et de l'environnement



Lorsque l'industrie horlogère s'en va en pièces détachées, le train de la mobilisation doit démarrer.

photo la brèche

Les 17 et 18 novembre prochains se dérouleront à Bienne les élections communales. Durant la dernière législature, les trusts de l'horlogerie et les banques ont imposé leurs choix, de manière très peu démocratique, à la majorité de la population. "Alors, à quoi bon voter? Ils font de toute façon ce qu'ils veulent!" Plus d'un salarié biennois peut, à juste titre, se faire cette réflexion. Mais c'est pratiquer la politique du pire. Car laisser la droite et ses compères — patrons et banquiers — prendre les rênes de la commune revient à démultiplier encore leurs possibilités d'attaque. De même, laisser la gauche traditionnelle somnoler, en gérant très bourgeoisement les affaires communales, revient à accepter sans mot dire les diktats des profiteurs et des spéculateurs.

Il existe pourtant une alternative. Elle implique l'action, la solidarité et la résistance des travailleurs, hommes et femmes, jeunes et vieux, suisses et immigrés. C'est dans cette perspective que la section biennoise du PSO a, durant ces quatre dernières années, agi sur les lieux de travail et dans la rue, avec les autres forces de gauche, des syndicalistes actifs, les mouvements féministes et écologiques. Voter pour la liste PSO/POCH les 17 et 18 novembre prochains, c'est affirmer que ce combat est nécessaire et utile. Sylviane Zulauf, l'élue du PSO au législatif, dresse pour les lecteurs(trices) de la Brèche un bilan de la situation biennoise et montre qu'il est possible, sur le plan parlementaire aussi, de mener une autre politique.

La Brèche: "Bienne, ville de l'avenir!" Ce slogan publicitaire des années soixante apparaît dérisoire face à la crise qui touche les conditions de travail dans la région horlogère. Comment cela se manifeste-t-il concrètement pour la population?

Sylviane Zulauf: Ce slogan n'a plus de sens pour les salariés biennois. En douze ans, l'industrie privée a supprimé 12 000 emplois. Il y a maintenant en permanence 2500 demandeurs d'emploi, parmi eux des jeunes et des enseignants. 210 chômeurs ne sont plus couverts par l'assurance chômage. Ils sont occupés dans les ateliers Unicef jusqu'à ce qu'ils comptabilisent assez de jours de travail pour timbrer de nouveau. Les licenciements vont continuer. Les jeunes à la sortie de l'école font une dixième année avec l'espoir de trouver une éventuelle place d'apprentissage. Les bourgeois, évidemment, demandent une réduction du personnel et des services de la ville, puisque la population diminue.

La direction de la FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie) a renoncé à lutter pour la défense de l'emploi — si elle ne l'a jamais fait. La majorité de gauche n'avance que de timides mesures, pas à la hauteur des problèmes posés. Résultat: un profond désarroi parmi les travailleurs. Sans perspectives d'avenir, certains ont vite fait de trouver un bouc émissaire à leurs malheurs: les immigrés et les réfugiés, des gens dépourvus de toute protection.

Ce n'est pas un hasard si l'Action nationale, après une absence de huit

ans se présente aux élections communales. Evidemment patronat et bourgeoisie ne peuvent que se réjouir de cette division entre travailleurs.

*** La majorité de gauche à l'exécutif communal a-t-elle constitué un point d'appui pour organiser une riposte des salariés à l'hémorragie des emplois, aux effets d'une politique d'austérité?**

— Non, elle n'a pas constitué cet appui que les travailleurs étaient en droit d'attendre. Sinon, il n'y aurait pas ce désarroi ni une renaissance de la xénophobie.

Nous avons animé toutes les campagnes de soutien aux travailleurs contre les licenciements et le chômage. Qu'a fait la social-démocratie? Ce parti a soutenu et participé aux deux manifestations à Bienne. Mais tout cela s'est limité à des déclarations. Ses élus à l'exécutif se sont bien gardés d'engager officiellement la municipalité dans la campagne de solidarité. La social-démocratie est bien le seul parti à respecter la collégialité! La droite et le patronat ont moins de scrupules à traiter leurs petites affaires ensemble. Pourquoi les socialistes ne profitent-ils pas du pouvoir et du prestige que leur donne une présence majoritaire à l'exécutif pour informer les travailleurs sur les manigances patronales et préparer la riposte? Ils se lancent dans un coûteux programme de promotion économique (11 millions pour aménager les Champs de Boujean) tout en laissant les patrons licencier. Ils se plaignent de n'avoir aucune influence sur les décisions des milieux

économiques. Bien sûr! Qu'attendent-ils pour briser, ou tout au moins entamer, ce monopole en luttant pour un contrôle public sur le trust ASUAG et SSIH?

La majorité de gauche a gaspillé le capital de confiance que les travailleurs avaient placé en elle. Elle n'a pas mis à profit ces quatre années pour renforcer les rangs du mouvement ouvrier.

Malgré les demandes réitérées du comité de chômeurs, la ville n'a pas encore organisé des cours de recyclage. Pourtant tout le monde admet que c'est un atout pour retrouver un emploi. Les motions ne donnant aucun résultat, nous avons déposé une initiative communale.

Ce tableau noir s'éclaircit bien de quelques taches rose pâle. Le raccordement de Bienne par la N5 au réseau autoroutier est encore en sursis. Mais la social-démocratie est divisée sur cette question: le directeur des travaux publics est opposé au raccordement, le maire y est favorable. La droite demande la création d'un parking souterrain au centre de la ville — un projet fou qui détruit un quartier habité — la majorité s'y oppose en proposant un... autre parking souterrain qui serait construit quelques centaines de mètres plus loin. Il n'y a toujours pas de projet pour augmenter l'attractivité et favoriser le développement des transports publics; c'est presque compréhensible, le dossier est dans les mains d'un radical, évidemment favorable aux transports privés!



Sylviane Zulauf: "Pour la défense de l'emploi".

La politique à l'égard des jeunes est ouverte; malgré les grincements de dents de la bourgeoisie, il existe des centres autonomes (dormitorium, appartements d'accueil). Mais reste le problème non résolu de la formation professionnelle. Un centre de consultation à l'intention des immigrés et des réfugiés s'est ouvert. Il fonctionne grâce à la bonne volonté de quelques personnes. Son

existence répond à une nécessité, il doit être maintenu et si possible développé.

*** Tu fais donc un bilan globalement négatif de quatre ans de gestion majoritaire de la social-démocratie. Pourquoi la droite se fait-elle si virulente et cherche-t-elle à reprendre la majorité?**

— Cette droite n'est pas aussi virulente qu'on pourrait le croire. Dans le fond, elle est assez satisfaite de la gestion financière de la majorité actuelle. La preuve: elle ne mène aucune campagne pour reprendre le poste du maire qui est aussi responsable du Département des finances. En cherchant à regagner une majorité à l'exécutif, le Parti radical poursuit un double but: diriger de façon plus précise la politique d'austérité en réduisant davantage les charges représentées par les traitements du personnel, les dépenses sociales et scolaires; octroyer davantage de cadeaux au patronat, aux entrepreneurs, aux propriétaires fonciers. Toute la hargne radicale se concentre sur le représentant social-démocrate aux Travaux publics. Un des candidats radicaux est architecte. L'intention, évidemment, est de distribuer plus généreusement aux entrepreneurs privés la manne représentée par les commandes des travaux publics.

Un autre parti bourgeois, l'Entente biennoise, revendique un siège à l'exécutif. Il se qualifie de "seule opposition entre les blocs de gauche et de droite". Belle opposition qui cautionne les traits essentiels de la politique du bloc bourgeois et ne dit rien sur la défense de l'emploi!

*** Quatre ans d'expérience parlementaire dans un législatif communal: la présence d'une représentante du PSO est-elle utile?**

— Certainement! Nous avons avancé nos revendications pour améliorer la situation des salariés, des femmes, des jeunes, des personnes âgées et aussi des immigrés. La confrontation avec la droite est inévitable! Ils ont, par exemple, quitté la salle lorsque j'ai dénoncé les licenciements qui annonçaient la fermeture de Bulova. Ces messieurs-dames ne pouvaient supporter que je me fasse le porte-parole de la colère de centaines de travailleurs. Ils m'ont aussi retiré la parole — ce qui ne s'était jamais vu — quand j'ai vertement critiqué la garde armée devant les écoles. Un exemple intéressant pour illustrer l'importance d'une représentante du PSO dans un législatif. La droite voulait supprimer la compensation semestrielle

pour les employés de la ville. Nous avons appelé le syndicat à se mobiliser pour la séance. J'ai pris la parole en premier. Sous les applaudissements des très nombreux collègues présents, le bloc de la droite s'est écroulé et nous avons remporté une victoire.

Nous cherchons le plus possible à lier nos interventions aux actions et mobilisations qui ont lieu à Bienne. Nos propositions auraient parfois pu être acceptées, si la gauche ne s'était pas montrée aussi divisée. Par exemple pour la naturalisation gratuite à Bienne ou l'élection définitive d'enseignants après deux années. Cependant nous avons remporté quelques modestes succès. Sur notre demande, une commission spéciale a été créée pour élaborer des réponses au chômage des enseignants. Le législatif a accepté d'appuyer la campagne du CEDRI (Comité européen pour la défense des réfugiés et des immigrés) contre la répression en Turquie. Grâce à une motion urgente, nous avons pu empêcher la fermeture d'un home d'enfants à Gstaad. Des cours d'autodéfense gratuits sont offerts aux filles en âge de scolarité et aux femmes biennoises; c'est un succès! Ces cours constituent une des mesures que j'avais proposées à la municipalité pour lutter contre les violences faites aux femmes.

*** Vous présentez une liste unitaire ouverte PSO-POCH. Quelle signification a l'unité avec les POCH?**

— Comment pouvons-nous convaincre les travailleurs déçus par la politique de la gauche traditionnelle qu'il est possible de faire autre chose? Il s'agit de susciter à nouveau un espoir parmi les salariés combattifs. Voici pourquoi nous présentons cette liste unitaire ouverte. Dès sa publication, elle a rencontré un accueil très favorable: deux personnes ont d'ailleurs demandé à figurer comme candidats après le dépôt de la liste. Celle-ci compte: 14 membres du PSO, 5 des POCH, un du PdT et 14 personnes actives dans les syndicats et dans de nombreux comités. Nous présentons plus de candidats que les radicaux alémaniques et que les socialistes romands, traditionnellement considérés plus à gauche que les sections alémaniques.

Nous ne nions pas les divergences existant entre les deux organisations. Nous avons trouvé un accord sur les revendications essentielles pour défendre l'emploi et protéger l'environnement. Construisons nous-mêmes notre avenir, ne laissons pas les partis bourgeois le faire!



Une usine d'eau lourde pour l'Afrique du Sud ?

Peter Hug, dans la *Wochenzeitung* du 28 septembre 1984, le révèle : les services secrets américains affirmeraient que Sulzer serait en passe de livrer une usine d'eau lourde à l'Afrique du Sud. Et selon la revue spécialisée *Nucleonics Week*, l'administration Reagan aurait demandé des éclaircissements à Berne. En attendant la réponse, les USA bloqueraient le rapatriement de plutonium suisse comme composant de combustible pour Beznau.

Dans la campagne contre les initiatives antinucléaires, les promoteurs n'ont cessé de répéter que le pétrole ou le gaz faisaient "dépendre la Suisse de l'étranger" tandis que l'électricité, produite en Suisse, assurerait son indépendance. On a soigneusement caché que les centrales nucléaires dépendent tout autant de l'uranium étranger et que, dans le domaine nucléaire, les contrôles internationaux — notamment exercés par les Etats-Unis — permettent toutes les pressions. Menace "extérieure" ? L'affaire est plus compliquée. Car la "petite Suisse" compte de grands trusts qui s'appellent notamment Brown Boveri, Sulzer, Electrowatt, spécialisés dans les livraisons de matériel pour centrales nucléaires et de technique nucléaire, et qui, depuis des années, profit oblige, contournent les contrôles internationaux pour "vendre du nucléaire" dans le monde. D'où les mesures de rétorsion : jadis du Canada après des livraisons au Pakistan et à l'Argentine (usine d'eau lourde de Sulzer à la dictature), aujourd'hui à propos de l'Afrique du Sud.

Tout le monde dément

Herbert von Arx, au nom du Département des affaires étrangères, a répondu que les Etats-Unis avaient été informés des éclaircissements aussitôt donnés par Sulzer : "Sulzer a indiqué qu'il ne livrait, ni de la Suisse ni de l'étranger, une usine d'eau lourde à l'Afrique du Sud." (*Wochenzeitung*, 28 septembre 84) Même son de cloche chez Sulzer et à Pretoria, où le président de la Société pour l'Energie Nucléaire d'Afrique du Sud, J.W.L. de Villiers, a répondu : "Quant à nous, nous démentons énergiquement vouloir acheter une usine d'eau lourde." (*Wochenzeitung*, 28 septembre 84) Il n'en reste pas moins que l'Afrique du Sud possède un réacteur expérimental "Safari II", à Pelindaba près

de Pretoria, qui utilise de l'uranium et de l'eau lourde comme modérateur et qui peut, n'étant soumis à aucun contrôle international, livrer du plutonium à des fins militaires. L'Afrique du Sud a déjà acquis, en 1981, 500 tonnes d'uranium enrichi sur les stocks de la société Kaiser-augst AG.

L'industrie suisse est partout

Peter Hug, dans la *Wochenzeitung*, en conclut que la livraison d'une usine d'eau lourde par Sulzer à l'Afrique du Sud, dont parlent les sources américaines, "ne tombe peut-être quand même pas du ciel". Il en veut pour preuve l'étroite collaboration des industriels suisses à tout le programme nucléaire sud-africain.

* La centrale nucléaire de Koeberg, entrée en service cette année, aurait dû être construite par General Electric (Etats-Unis), Benucon (Hollande) et Brown Boveri (Suisse). Mais le contrat a sauté, à cause des sanctions de l'ONU envers le régime d'apartheid. La France a fini par emporter le morceau (Framatome) grâce à l'entremise de Industrial Products Trading Co. IPTX de Zurich et l'entreprise Rüttschi de Brugg (Argovie) ont fourni les pompes, en sous-traitance pour Framatome.

* Les Suisses sont aussi impliqués dans l'exploitation de l'uranium en Namibie, où se trouve, depuis 1976, la plus grande exploitation à ciel ouvert du monde. En violation ouverte des sanctions de l'ONU, la compagnie Rio Tinto Zinc vend de l'uranium dans le monde entier. Au cœur de cette entreprise, on retrouve une société "boîte postale" de Zoug, Mineral Services, liée elle-même au bureau d'avocats zurichois Pestalozzi et Gmür.

* La Société d'uranium de Francfort (RFA) a reçu, pour ses engagements en Namibie également, la participation financière de tout

le "beau monde" de l'électricité suisse : Aare-Tessin AG, Forces Motrices Bernoises, Forces Motrices de la Suisse centrale, Société d'Electricité de Laufenbourg, Energie de l'Ouest-Suisse SA, Forces Motrices du Nord-Ouest de la Suisse. C'était en 1977, et comme les bons comptes font les bons amis, la centrale nucléaire de Mühleberg se procure, depuis des années, de l'uranium en Namibie.

* L'ONU a accusé la Suisse d'avoir participé à une pièce maîtresse de la bombe atomique sud-africaine, l'usine d'enrichissement d'uranium de Velindaba. Brown Boveri et Sulzer ont directement livré des systèmes de ventilation et de compression, la filiale d'Alusuisse Aluminiumwzwerk à Singen a repris, pour les "blanchir", des livraisons de la République fédérale d'Allemagne (de Siemens et de Varian Mat).

* Enfin, ne l'oublions pas (!), la Société d'électricité sud-africaine Escom — qui a notamment construit la centrale nucléaire de Koeberg — s'est largement servie au guichet des banques suisses. De 1973 à 1978, 330 millions de francs suisses lui ont été accordés en crédits.

"Pas tout à fait propres"

Gunter Hauser, des Forces Motrices du Nord-Est de la Suisse, confirme d'ailleurs l'origine des pressions américaines : "Depuis Carter, les Etats-Unis suivent une politique intransigeante contre l'extension des armes atomiques (non prolifération). En soi, c'est bien. Mais ils se formalisent maintenant pour n'importe quel contrat de technologie nucléaire sensible et de matériel de fusion, et reprochent à la Suisse de n'être pas tout à fait propre en matière de non prolifération."

Que le "business" américain défende ses choux et ses profits ne dispense en rien les profiteurs suisses ! Leurs querelles montrent simplement que la "petite Suisse", pauvre en matières premières, est aux premières loges des pays impérialistes pour exploiter celles des autres, et les travailleurs du monde entier du même coup. Béni soit l'apartheid !

M. Thévenaz

Pierre Aubert en Argentine :

Pierre Aubert, le Conseiller fédéral socialiste chargé des Affaires étrangères, disait le 19 mars 1982 à Die Woche : "Je préfère ne pas employer le terme de conflit (Nord-Sud, réd.). Il y a des intérêts contradictoires, mais aussi une collaboration entre le Nord et le Sud." A Buenos Aires, où il vient d'aller défendre les multinationales suisses, Pierre Aubert ne s'est pas déjugé. En matière de "collaboration", l'impérialisme suisse ne connaît que pressions et chantages pour défendre ses propres intérêts !

Nous avons parlé dans La Brèche (N° 318, 28 avril 1984, et N° 327, 6 octobre 1984) du scandale de Motor Columbus en Argentine. Transactions financières, corruption et chantage lui ont permis, sous la dictature, de revendre à l'Etat argentin la compagnie d'électricité CIAE dix fois plus cher, au moins, que sa valeur. L'enquête parlementaire argentine qui dénonce cette affaire exaspère les exploiters helvétiques. Brave commis de leurs intérêts, obéissant et discipliné comme tout bon magistrat socialiste suisse, Pierre Aubert est allé dire aux Argentins que si leurs lois les autorisent à poursuivre les délits, il n'est pas question de mettre en cause la politique commerciale des trusts suisses. Motor Columbus, en effet, est fâché. Suite à ce scandale, la centrale électrique publique Hidronor, au sud de l'Argentine,

Une "médecine" bien helvétique

a exclu le trust d'un gros contrat intéressant (Neue Zürcher Zeitung, 8 octobre 1984).

Dans la même veine, Aubert s'est soucié de la chimie bâloise. Il a "indiqué que l'actuel contrôle des prix sur les produits pharmaceutiques d'origine suisse ou produits en Argentine selon les formules des maisons mères suisses ne couvre pas les coûts, qui comprennent d'importantes dépenses de recherche" (NZZ, 8 octobre 1984). Le contrôle des prix, introduit ce printemps par le nouveau gouvernement, a pour but de lutter contre une spéculation vertigineuse sur le prix des médicaments. Les multinationales — qui contrôlent 80 o/o de la fourniture de médicaments — lancent sans cesse de nouveaux médicaments, plus chers, pour assurer leurs profits. "Alors que 200 nouveaux produits médicaux étaient admis chaque année, le nombre des certificats a atteint presque 2 000 la dernière année et demie. Et de plus, la grande majorité n'a pas passé le contrôle de l'Institut National de Pharmacologie, transformant ainsi les Argentins en chair à canon de l'expérimentation de produits pharmaceutiques dont les effets ne sont pas suffisamment vérifiés ou, directement, en zone de diffusion interdite dans d'autres pays", écrit El Portefolio (mai 1984) dans un long dossier consacré au problème. La même revue (mars 1984) signalait comment Hoffmann-La Roche fait monter les prix. En 1981, 211 kg de benzodiazépine, principal composant du Valium, ont été importés de Suisse en Argentine au prix de 1268 dollars le kilo. A la même date, cette substance pouvait s'acheter 44 dollars le kilo en Allemagne fédérale ! Il en découle, ajoute El Portefolio, "qu'en un an et pour une substance, plus de 250 000 dollars ont quitté le pays par simple manipulation comptable des prix". Voilà ce que M. Aubert appelle, sans doute, les énormes coûts de la recherche !

Et comme pour être bien certain d'être compris des Argentins, Aubert, qui avait bien appris sa leçon chez ses maîtres bâlois, a ajouté que l'industrie pharmaceutique suisse devra "éventuellement se retirer d'Argentine si le contrôle des prix n'est pas rendu plus flexible" (NZZ, 8 octobre 1984).

En Argentine, une personne sur sept n'a pas accès aux produits pharmaceutiques. La misère, imposée par les diktats du FMI (Fonds monétaires internationaux) et des multinationales, met la santé hors de prix pour une partie de la population. Viennent les trusts pharmaceutiques, qui profitent encore de la santé. Il ne restait au petit Monsieur Aubert qu'à couvrir cette "médecine suisse" du nom de l'Internationale socialiste...

M. Rivière

Elections au Nicaragua :

« DÉFENDRE LES ACQUIS DE LA RÉVOLUTION »

ENTRETIEN AVEC MICHAËL LOWY,
PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE PARIS,
auteur, entre autres, de "Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires",
paru aux Presses Universitaires de France.



Le siège du gouvernement à Managua : "Défendre la révolution".

En même temps que les présidentielles américaines se dérouleront au Nicaragua les premières élections depuis le renversement de Somoza. Alors que pour les Etats-Unis, les médias internationaux en assurent une large couverture à tel point qu'il est impossible d'ignorer le dernier borborygme de Reagan ; pour le Nicaragua au contraire, on assiste, dans le meilleur des cas, à une absence d'informations de la part des grandes agences et, dans le pire, qui est plus fréquent, à un dénigrement systématique de la réalité de ce pays. Ce "deux poids, deux mesures" n'est pas dû au hasard. L'expérience nicaraguayenne en effet représente un puissant encouragement pour toutes les luttes de libération en cours.

Afin de donner une image plus concrète de ces élections, *La Brèche* a organisé une interview téléphonique de Michaël Lowy, professeur de sociologie à l'Université de Paris, de retour de Managua où il a participé à un colloque international sur le problème de la transition au socialisme.

La Brèche : Comment peut-on définir l'enjeu que représentent ces élections pour le Nicaragua ?

Michaël Lowy : Précisons d'emblée que la démocratie existait au Nicaragua bien avant l'annonce des élections. Le peuple participe directement à la vie politique et économique par le biais des structures de masse : comités de défense sandiniste, milices populaires, coopératives autogérées, mouvement femme, mouvement jeune, etc.

Ceci dit, l'enjeu est double. Ces élections permettront à la révolution de gagner une légitimité sur le plan intérieur et au niveau de l'opinion internationale. Elles sont utiles également pour enlever des prétextes à l'impérialisme américain d'intervenir encore plus massivement contre le processus révolutionnaire et pour démentir la campagne — soutenue par la hiérarchie religieuse — que la bourgeoisie pro-impérialiste mène à l'intérieur du pays sur le thème : le FSLN a trahi ses promesses de tenir des élections. * Dans quelles conditions vont-elles se dérouler ?

— La loi électorale promulguée est très démocratique et très avancée. Elle garantit la liberté de participation à tous les partis, la radio et la TV sont ouvertes à égalité de conditions, chaque parti recevra une subvention de neuf millions de cordobas pour sa campagne, le droit de vote a été accordé aux jeunes dès l'âge de 16 ans. On peut constater le caractère effectivement pluraliste de ces élections dans la mesure où tous les partis, pas seulement le FSLN, usent de tous les médias disponibles pour défendre leur point de vue. En plus du FSLN, il y a trois partis de gauche stalinien (le Parti socialiste du Nicaragua, le Parti communiste du Nicaragua, le Mouvement d'action populaire marxiste-léniniste) et trois partis de droite (le Parti populaire social-chrétien, le Parti libéral indépendant, le Parti conservateur démocratique)

qui prendront part aux élections. Ces partis ne se gênent pas pour critiquer très durement le Front. Ainsi, les partis stalinien dénoncent les élections comme une capitulation à la social-démocratie. La droite, quant à elle, attaque les sandinistes — par la presse, la TV — les accusant de vouloir faire du Nicaragua un pays communiste. Or tous ces partis peuvent s'exprimer tout à fait librement, sans se faire réprimer.

Les élections au Nicaragua n'ont strictement rien à voir avec le système du parti unique en vigueur dans des pays comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie. Si le FSLN remporte ces élections, ce qui est certain, ce ne sera pas grâce à un prétendu monopole sur les médias ou grâce à la répression. Ce sera uniquement dû au fait que la grande majorité du peuple appuie le Front. Et ceci non seulement parce que les arguments du Front sont valables, mais surtout parce qu'il représente les conquêtes concrètes, palpables de la révolution dans des domaines tels que l'alphabétisation, la réforme agraire, la santé, etc.

* La population discute-t-elle beaucoup des élections ?

— La campagne a démarré petit à petit. Cependant, plus on s'approche de la date, plus les gens participent. Par exemple, les inscriptions pré-électorales (à cause de l'absence de registres, les gens devaient s'inscrire pour pouvoir participer aux élections, *red.*) ont atteint des dimensions jamais vues auparavant, à peu près 1 300 000 inscrits. Mais leurs préoccupations principales restent le problème du ravitaillement ou celui de l'agression aux frontières. C'est évidemment ce qui mobilise d'abord le peuple. Le Front conduit sa campagne électorale de façon à politiser la population.

* Justement, comment le FSLN mène-t-il sa campagne ?

— Il utilise la TV, les panneaux

d'affichage, les journaux... Mais en plus, tous les militants vont visiter leurs voisins pour débattre avec eux du programme du FSLN. Ainsi chaque militant est obligé de se préparer pour répondre aux objections, ce qui stimule une grande politisation parmi les membres mêmes du Front. De la sorte, ils s'arment politiquement et idéologiquement. Il y a, en outre, un autre aspect positif dans cette manière de faire. Avec ces visites à leurs voisins, les militants du FSLN entendent leurs critiques et leurs propositions. Il s'agit là d'un véritable dialogue, d'un rapport réciproque.

levée de l'état de siège. Puis la Coordinadora a réclamé le libre accès à la TV, ce qui fut aussi accordé. Elle exigea ensuite la suppression de la censure de *La Prensa*. Le FSLN allégea cette censure, sauf dans les domaines militaire et économique. A ce sujet, il est utile de citer un exemple de manipulation par *La Prensa*. Ce journal a publié à plusieurs reprises des articles dans le style : "la farine va complètement manquer demain". Les gens alors se précipitaient sur les magasins pour en acheter en grande quantité, si bien qu'au bout de quelque temps la farine manquait effectivement. C'est pour éviter ce genre de sabo-

fut sommée de s'expliquer sur son attitude ambiguë, d'où la valse-hésitation de son candidat Arturo Cruz. Finalement, elle opta pour le boycott pur et simple. Il est évident que cette décision fut prise en liaison étroite avec l'administration Reagan. Cette dernière, en effet, fait tout pour casser la légitimité des élections et son instrument au Nicaragua, c'est la Coordinadora.

* Au-delà des élections, quels commentaires vous inspire l'expérience nicaraguayenne ?

— Cinq ans après la révolution, la transition au socialisme se développe au Nicaragua dans un contexte de pluralisme et de large démocra-



Mobilisation populaire au Nicaragua contre le danger d'intervention.

* Comment peut-on analyser la tactique de la Coordinadora² face aux élections ?

— La Coordinadora regroupe un secteur de la bourgeoisie qui, grosso modo, est un bloc autour de *La Prensa* (journal d'opposition, *red.*), du COSEP (association patronale, *red.*) et plusieurs partis de droite. Ces gens posaient une série de conditions préalables à leur participation électorale dont un certain nombre fut accepté par le FSLN. La Coordinadora réclamait la levée de l'état de siège. Au début le Front était réticent face à cette revendication car, il ne faut pas l'oublier, le pays vit une véritable situation de guerre. Mais, dans un deuxième temps et pour manifester ses bonnes dispositions, il a accepté la

tage que la censure économique est maintenue. Sur le reste, *La Prensa* n'est plus inquiétée et elle ne se prive pas pour attaquer le Front avec une très grande virulence.

Par contre, le FSLN refusa d'accorder la possibilité aux "contras" — qui luttent les armes à la main contre le régime, ce qui se solde par de nombreux morts parmi la population civile — de participer aux élections. De même, il rejeta la demande de la Coordinadora qui visait à séparer l'armée régulière du FSLN. En fait, la Coordinadora entendait par ses conditions remettre en cause les acquis de la révolution.

Avec la promulgation d'une loi électorale très démocratique et le début de la campagne, la Coordinadora a été mise sur la défensive. Elle

tié. Cette expérience unique au monde acquiert une valeur exemplaire non seulement pour les luttes de libération en cours en Amérique centrale, mais également pour l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est une raison supplémentaire pour la défendre et pour approfondir la solidarité dont le Nicaragua a un urgent besoin.

Propos recueillis par P. Girardet

1. FSLN : Front sandiniste de libération nationale.

2. La Coordination démocratique "Ramiro Sacasa" qui regroupe des forces bourgeoises d'opposition, à savoir le Parti libéral constitutionnel, le Parti social-démocrate, le Parti social-chrétien, le Conseil supérieur des entreprises privées (COSEP), la Centrale des travailleurs du Nicaragua et la Centrale d'unification syndicale.

Elections américaines :

LE «BIG CIRCUS» EST DE RETOUR

Les élections présidentielles de novembre prochain aux Etats-Unis dépassent la simple "confrontation" entre Reagan et le candidat démocrate Mondale. Elles révèlent la crise d'identité dans laquelle se trouve l'un des deux partis bourgeois importants, le Parti démocrate. Celui-ci ne présente pas un programme foncièrement différent de celui des républicains. Ainsi, à propos de l'intervention américaine dans le tiers monde et en Amérique centrale en particulier, les leaders démocrates, à part quelques coups de gueule, ont toujours entériné les décisions de l'administration républicaine. Cependant, Reagan exprime manifestement la tendance la plus agressive au sein de la bourgeoisie. Une réélection de ce dernier — tous les sondages le donnent actuellement gagnant — signifiera sans doute une menace accrue pour les luttes de libération et de nouvelles attaques au mouvement ouvrier.

Le cirque monumental précédant les élections cache mal une réalité qui est loin d'être rose pour des millions d'Américains. Quatre ans de "règne" d'un des présidents les plus réactionnaires de toute l'histoire des Etats-Unis ne restent pas sans trace, tant sur le plan intérieur que sur celui de la politique extérieure.

Reagan la guerre

Augmentation vertigineuse des dépenses militaires, coupes sombres dans les budgets sociaux, allègements fiscaux pour les riches et les superriches sont quelques-uns des ingrédients de la politique reaganienne. Politique qu'il a bien l'intention de reconduire. Caspar Weinberger, secrétaire à la défense, déclarait le 1er février dernier que les Etats-Unis devaient "assumer à nouveau une position de leadership reconnue par nos alliés et amis, et par nos adversaires et ennemis potentiels" (*Le Monde diplomatique*, juillet 1984). Ces bonnes intentions se traduisent par les chiffres suivants : le projet de budget pour 1985 propose une augmentation des dépenses militaires de 9,3 o/o en termes réels. Autrement dit : elles passeront de 231 milliards de dollars en 1984 à 264,4 en 1985 (respectivement 508 et 582 milliards de francs suisses). Or cette augmentation profitera avant tout au programme d'armement nucléaire — de 52 milliards en 1984 à 64 milliards en 1985 (114 et 141 milliards de francs suisses) — et à la "Force Projection" — augmentation de 34 o/o de ses ressources — c'est-à-dire les forces

aéromobiles et amphibies spécialement conçues pour les interventions dans le tiers monde.

L'exemple de l'Amérique centrale est, à ce sujet, très parlant. Depuis que Reagan occupe le fauteuil présidentiel, l'intervention américaine au Salvador — conseillers militaires, armement, fonds importants — et au Nicaragua — sabotages, aide matérielle et financière aux "contras" — n'a cessé d'augmenter.

Chômage et pauvreté

En même temps qu'il accroissait les dépenses militaires, Reagan rognait sur les budgets sociaux alors que la récession frappait directement les salariés. Quoique l'on assiste aujourd'hui à une certaine reprise économique, le chômage se maintient à un niveau élevé : 7,4 o/o de la population active, un taux plus important que lorsque Carter quittait le pouvoir. La diminution constante des crédits sociaux et la crise économique ont accru la pauvreté. Les statistiques officielles dénombrent 35 millions d'Américain(e)s (15 o/o de la population) considéré(e)s comme "vivant" en dessous du seuil de pauvreté, chiffre jamais atteint depuis le début des années soixante. Les minorités noire ou hispanique, les jeunes et les femmes sont évidemment les premières victimes de cette situation. Ainsi, on compte trois fois plus de pauvres parmi les noirs que parmi les blancs. En 1982, le revenu moyen des noirs n'était qu'un peu plus de la moitié de celui des blancs. La démocratie

avancée, made in America, n'a certes pas les mêmes saveurs pour tout le monde.

Le Parti démocrate en crise

A côté de ce lourd bilan, le Parti démocrate est tiraillé par une véritable crise d'identité. Les candidatures Hart et Jackson l'ont clairement souligné. A cet égard, il est intéressant de constater que Mondale et Hart ont obtenu au cours des primaires un nombre de suffrages sensiblement égal, soit un peu moins de 40 o/o des voix chacun. C'est grâce au système non proportionnel appliqué dans certains Etats où il a remporté la victoire que Mondale doit son avance en termes de délégués. Ceci montre dans quelle mesure "l'establishment" démocrate hésite entre sa vieille politique traditionnelle appuyée par l'AFL-CIO (la fédération syndicale américaine) et la tendance "néolibérale" exprimée par Hart. A la différence de Mondale qui se réfère encore à l'Etat-providence, Hart préconise le renforcement de la puissance militaire et une croissance économique basée sur l'esprit d'entreprise. Recette déjà entendue dans la bouche de Reagan et qui se

solde toujours par une attaque aux acquis sociaux. Les syndicats l'ont du reste bien remarqué et se sont opposés à la candidature Hart.

Mondale, pour sa part, met en avant les vieilles formules démocrates : le rétablissement des dépenses sociales, le maintien d'un taux réel d'augmentation des dépenses militaires de 4 o/o "seulement", une politique commerciale devant satisfaire tout le monde, aucune grande refonte du système fiscal. Un programme qui avait sa raison d'être pour la bourgeoisie au temps de la croissance économique. Aujourd'hui, alors que le capitalisme est en pleine crise, des secteurs importants de la bourgeoisie réclament une autre politique susceptible de restaurer leur taux de profit. Une politique agressive qui s'en prend au niveau de vie des travailleurs et qui remet en cause l'Etat-providence, concept clé dans la tradition démocrate. La croissance substantielle des dépenses militaires répond également aux impératifs de cette "nouvelle" politique. Or Mondale et le Parti démocrate divisé ne présentent pas les garanties suffisantes pour mettre en oeuvre pareil programme.

C'est dans ce contexte général

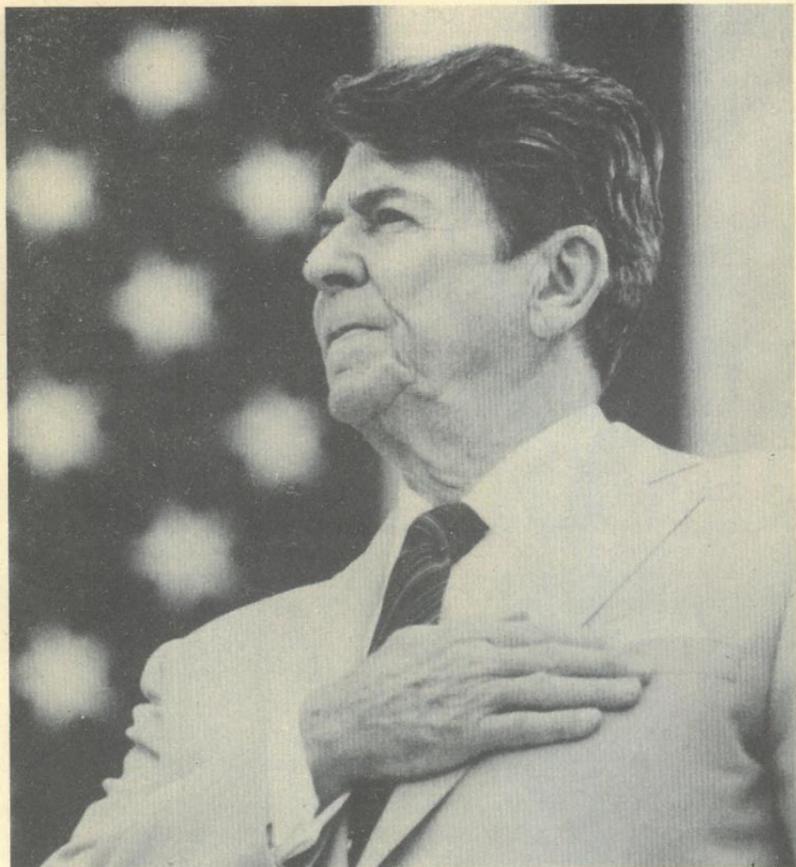
qu'il faut replacer les élections de novembre prochain.

Des élections démocratiques ?

Les élections américaines nécessitent une monstrueuse mise en scène dont le coût atteint facilement les centaines de millions de dollars. La démocratie garantit, d'après Reagan et consorts, des conditions égales pour tous ; encore faut-il avoir les moyens de se l'offrir ! Ce n'est pas pour rien que les deux candidats bourgeois en lice sont mis sur orbite électorale par des appareils de parti gigantesques dont une grande partie des fonds proviennent directement de la poche des hommes d'affaires les plus influents. Ceux-ci dépensent des millions pour placer leur homme à la tête de l'Etat. Ce n'est pas pour rien non plus que près de la moitié des Américains ne prennent jamais part aux élections. L'abstention est particulièrement forte chez les noirs — d'où l'opération Jackson visant à les mobiliser — et parmi les salariés. L'absence d'un grand parti ouvrier, indépendant de la bourgeoisie, joue également dans ce sens.

Ceci favorise considérablement les deux grands partis de droite, le démocrate et le républicain. De surcroît, le président-candidat Reagan dispose, de par sa fonction, d'une formidable infrastructure lui permettant d'agir sur tous les grands médias (TV, presse, radio) et sur son image de marque qu'ils diffusent. Dans un article judicieux intitulé "Comment les conseillers de la Maison Blanche utilisent la presse pour servir l'image de M. Reagan" (*Le Monde diplomatique*, octobre 1984), l'auteur, Mark Hertsgaard, relève que les journalistes accrédités à la Maison Blanche admettent volontiers "qu'ils n'ont jamais "couvert" une administration plus douée pour manipuler la presse et contrôler l'information". Parmi l'arsenal mis sur pied pour cette manipulation figure un décret autorisant le FBI et la CIA à infiltrer la presse. On voit ainsi ce qu'il faut penser des déclarations de Reagan lorsqu'il accuse le Nicaragua d'organiser des élections non démocratiques.

P. Girardet



"Elisez-moi mais ne touchez pas à mon portefeuille !"



Convention démocrate... Convention républicaine ?